

Lochon/Gamma

Hystérie impérialiste sur l'Afghanistan

Salut à l'Armée rouge!

page 2

Les morénistes appellent à la contre-révolution en URSS	4
Le soleil ne brille jamais sur les femmes afghanes	6
Nicaragua : un nouveau Cuba ?	8

Pas de «soutien critique» au front populisme	25
TSI : Document de la première conférence de délégués	34
Vers la Ligue trotskyste internationale	40

Salut à l'Armée rouge!



AP

Traduit de Spartacist, édition anglaise, n° 27-28, hiver 1979-80

Le gouvernement américain s'exprime comme s'il était sur le point de déclencher la troisième guerre mondiale au sujet de l'Afghanistan — au moins par procuration, à propos des Jeux Olympiques. Dans son discours sur l'«Etat de l'Union» Jimmy Carter a ouvertement menacé d'une confrontation nucléaire avec l'Union soviétique dans le Golfe persique. Parce que l'URSS est venue en aide à ses alliés à Kaboul, Washington a des visions de l'armée soviétique s'emparant des champs de pétrole iraniens et saoudiens, et du morne Brejnev fomentant la révolution parmi les Kurdes, les Turkomans et surtout les Baloutches. C'est une absurdité patente, mais le président américain y croit pour de bon.

Derrière la présente frénésie de guerre froide de Washington, il y a le désir impérialiste fondamental d'annihiler les conquêtes sociales de la Révolution

d'Octobre en Russie. Comparée à il y a 20 ans, cependant, la position mondiale des Etats-Unis est grandement affaiblie et le rôle de ses alliés impérialistes bien plus important. La fin de l'hégémonie US a été marquée par la «nouvelle politique économique» de Nixon, du 15 août 1971, qui a détruit le fondement du système monétaire international du capitalisme dans l'après-guerre. Maintenant les USA se heurtent à l'indifférence du Japon et de l'Europe occidentale quand ils appellent à des boycotts économiques de l'Iran et de l'Union soviétique. Carter est certes prêt à plonger le monde dans l'holocauste nucléaire, mais il est loin d'être clair qu'il pourra mobiliser la population chez lui et ses alliés impérialistes à l'étranger pour engager effectivement une nouvelle guerre froide.

L'impérialisme américain a subi une humiliation cuisante avec le déploiement efficace des milliers de soldats soviétiques en Afghanistan. Le haut commandement soviétique voyait l'Iran de Khomeiny s'enfoncer dans un chaos presque total, les porte-avions US se déployer dans la mer d'Arabie, et le régime de Kaboul, son allié, menacé par une «djidah» (guerre sainte) réactionnaire. Voyant que Washington était dans l'impasse avec l'ayatollah, les bureaucrates du Kremlin ont saisi le moment pour réprimer le soulèvement des khans et des mullahs afghans et dans le processus ils ont élargi leur périmètre de défense de plusieurs centaines de kilomètres autour du flanc est de l'Iran.

L'opinion anti-soviétique du monde entier, de la Maison Blanche au Palais du Peuple de Pékin, des néo-colonies «non-alignées» comme la Zambie aux partis communistes italien et espagnol, s'est répandue en invectives contre «l'expansionnisme soviétique» qui avait «foulé au pied la souveraineté nationale et l'intégrité de l'Afghanistan». Les média impérialistes ont fait tout ce qu'ils ont pu pour amasser un capital de sympathie pour les «combattants de la liberté» qui s'attaquent à des tanks et à des avions perfectionnés avec des bâtons et des pierres au cri de «Allah Akbar». Mais dans le conflit militaire qui oppose les soldats soviétiques appuyant le Parti démocratique du peuple d'Afghanistan (PDPA) nationaliste à des forces féodales et pré-féodales assistées par l'impérialisme, les marxistes sont du côté des forces qui représentent le progrès social, avec des tanks soviétiques actuellement à leur tête. Voilà pourquoi la tendance spartaciste internationale (TSI) a hautement proclamé: Salut à l'Armée rouge! Etendez les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan!

édition française

SPARTACIST

(Fourth Internationalist)

une revue du
MARXISME REVOLUTIONNAIRE

Organe du Comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale.

Comité de rédaction: Susan Adrian, Helene Brosius,
Elizabeth Gordon, Jean Lesueur,
John Sharpe (rédacteur)

Ellen Friedman pour la réalisation

Spartacist Publishing Co.

Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001 USA

numéro 15-16

printemps 1980

Même si le pays est incorporé dans le bloc soviétique — ce qui serait un énorme pas en avant par comparaison aux conditions actuelles de l'Afghanistan — cela ne peut aujourd'hui être qu'en tant qu'Etat ouvrier *bureaucratiquement déformé*. Seuls des partis trotskystes armés du programme de la révolution permanente peuvent conduire les masses coloniales vers leur émancipation totale — à travers la révolution politique prolétarienne en URSS liée à des révolutions sociales de l'Iran jusqu'aux centres impérialistes. Mais la libération des masses afghanes a commencé !

Relance de la guerre froide

Le président Carter et son docteur Folamour, le conseiller à la «sécurité nationale» Zbigniew Brzezinski, se sont saisis du prétexte de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan pour traduire en actes la

rhétorique anti-soviétique sur les «droits de l'homme». Washington organise actuellement un boycott céréalier de l'Union soviétique dans l'espoir de fomenter un mécontentement social. Le message de Carter/Brzezinski au peuple soviétique : «Crevez de faim pour les droits de l'homme» ! Mais nous doutons que les masses soviétiques, qui ont survécu au siège de Léninegrad par Hitler, réagissent favorablement au chantage des dirigeants impérialistes US.

Et le ravitaillement n'est guère l'arme ultime. Les mensonges de Carter sur SALT ont disparu maintenant que les Etats-Unis s'engagent dans une escalade massive des armements. Maintenant on va construire une sorte bizarre de métro gigantesque à l'ouest des Etats-Unis pour transporter les missiles mobiles MX, nouvelle arme offensive. Carter a exigé de ses alliés de l'OTAN, y compris de l'Allemagne fédérale, le déploiement de 572 missiles nucléaires pointés sur l'URSS. Et il a engagé les Etats-Unis à augmenter de cinq pour cent par an en valeur réelle les dépenses militaires pendant les prochaines cinq années. Et tout cela *avant* la crise afghane.

Tout le bavardage sur la «détente», SALT, etc., au



Spartacist Britain



Workers Vanguard



Australasian Spartacist

L'internationalisme à l'action : A Londres (ci-dessus), San Francisco (ci-dessus, à droite), et Sydney (ci-contre), des manifestants spartacistes appellent à la défense de l'URSS et à la victoire de l'Armée rouge contre les réactionnaires afghans.

moyen duquel les impérialistes cherchent à négocier le désarmement de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, a été mis au rencart. Bien sûr, cette mascarade diplomatique contre-révolutionnaire n'aurait pas été si loin s'il n'y avait eu les illusions pacifistes de collaboration de classe de la bureaucratie du Kremlin.

Comme un pas de plus dans la campagne de guerre de Washington, le secrétaire à la défense, Harold Brown, a été envoyé sur Pékin pour approfondir l'alliance anti-soviétique entre la Chine et les USA, qui a déjà eu deux occasions d'être testée sur le plan militaire: lors de l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud et lors de l'invasion du Vietnam par la Chine. Maintenant, le Pentagone veut que les staliniens de Pékin acheminent des armes destinées aux rebelles réactionnaires afghans par l'intermédiaire de leur client militaire commun, le Pakistan. Brown, lors d'un banquet d'Etat, porta un toast dont le caractère franchement belliqueux était sans précédent: il a fait appel à Pékin pour qu'il s'allie à l'impérialisme américain, «par le moyen d'actions complémentaires dans le domaine de la défense comme dans celui de la diplomatie».

Les russes en ont finalement assez du renforcement

nucléaire de l'OTAN, de la «modernisation» de l'arsenal de la Chine, des plans pour une force à «déploiement rapide», des listes de conscription et du gigantesque budget du Pentagone. Dans une réunion à Moscou avec le président de l'Assemblée nationale, Jacques Châban-Delmas, Brejnev a paraît-il prévenu que la Russie «ne tolérerait pas» l'armement nucléaire de Pékin par les USA, déclarant: «Croyez-moi, après la destruction des sites nucléaires chinois par nos missiles, les américains n'auront pas beaucoup de temps pour choisir entre la défense de leurs alliés chinois et la coexistence pacifique avec nous.»

Alors que, dans sa fureur de guerre froide, Carter fait feu de tout bois contre les russes — arrêt des «petites affaires» de la détente, blocage des avions de l'Aéroflot et des céréales promises, tentative d'aiguilleurs du ciel new-yorkais de faire s'écraser un avion soviétique transportant l'ambassadeur d'URSS à Washington — l'ultimatum de Brejnev est éminemment raisonnable.

Et, certes, pour une fraction importante de l'opinion publique, Washington se comporte maintenant comme un chien enragé qui aurait rompu sa laisse. George Kennan, qui a été l'un des principaux architectes des débuts de la guerre froide, exprime certainement un sentiment bien

Les morénistes appellent à la contre-révolution en URSS

Traduit de Spartacist, édition anglaise, n° 27-28, hiver 1979-80

Parmi ceux qui se réclament du trotskysme, certains pourraient penser que la tendance de Moreno est «gauche» parce qu'elle a envoyé une brigade au Nicaragua et qu'elle s'affuble de bandoulières de barbudos. En ce cas, jetez donc un coup d'oeil à l'appel des morénistes à la contre-révolution en URSS qui découle de leur soutien à Khomeiny. De tous les groupes de gauche, c'est le seul qui tente de surpasser l'anti-communisme dément de Brzezinski:

«La bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin se discrédite par une action criminelle contre le peuple afghan, foulant aux pieds son droit à l'indépendance, intervenant sans aucune justification sur son territoire. Le motif qui a poussé l'URSS à intervenir n'était pas la défense contre une action extérieure, mais bien au contraire une tentative évidente de renforcer son propre contrôle, de maintenir le statu quo dans cette région ébranlée par une fermentation révolutionnaire. La possibilité d'une extension de la révolution iranienne à l'intérieur des frontières de l'URSS est ce qui terrorise la bureaucratie du Kremlin. Les populations frontalières soviétiques, liées à celles de l'Iran et l'Afghanistan par des attaches religieuses, culturelles et raciales, peuvent être contaminées par la radicalisation de cette région, devenir des protagonistes d'une mobilisation anti-bureaucratique à l'intérieur de l'Etat ouvrier, posant les fondations de la révolution politique. C'est cela que la bureaucratie redoute, c'est pour cela qu'elle est intervenue.»

— *Avanzata proletaria*, n° 28, 12 janvier 1980

Ceci n'est pas une déviation isolée (et quelle déviation!) qui serait le fait du groupe italien des morénistes. Le Comité paritaire du bloc moréniste/lambertiste appelle l'armée soviétique à se retirer et à abandonner ses armes aux guérilleros islamiques anti-communistes!

«La vague révolutionnaire née en Iran ne pouvait qu'avoir des effets déstabilisateurs en Afghanistan. Si la religion peut être saisie comme facteur d'affirmation nationale, le mouvement qui permet à la rébellion contre le pouvoir central de se développer n'est pas — pas plus qu'en Iran — un mouvement «religieux». Il participe à l'ensemble de la mobilisation des masses de la région, et se dirige contre un Etat qui restait un Etat bourgeois semi-colonial[...].

«S'il s'agissait d'aider face à l'impérialisme le peuple afghan dans sa lutte pour réaliser ses aspirations nationales et sociales, les dirigeants de l'URSS n'auraient qu'à ordonner à leurs troupes de laisser leurs armes entre les mains du mouvement révolutionnaire des masses afghanes.»

— *Informations ouvrières*, 19-26 janvier 1980

Cet anti-soviétisme strident doit plaire à l'OCI française, notoirement stalinophobe, avec laquelle Moreno a constitué un bloc pour scissionner le Secrétariat unifié. Mais des militants qui croient que Moreno représente une espèce quelconque de trotskysme révolutionnaire feraient bien d'y songer à deux fois. Ils pourraient se retrouver dans les montagnes de l'Afghanistan combattant dans une «Brigade de l'Imam Khomeiny» contre la menace du communisme athée. ●

répandu dans la bourgeoisie quand il met en garde contre les « appels publics stridents » de Carter à l'action militaire :

« Je ne peux me rappeler d'aucun exemple dans l'histoire moderne où une telle interruption de la communication politique et un triomphe des soupçons militaires irréfrénés tel que celui qui marque aujourd'hui les relations soviéto-américaines n'ait pas mené, en dernière extrémité, à un conflit armé. »

— *New York Times*, 1er février

Pour sa part, le Kremlin recherche encore la conciliation avec les éléments « réalistes, épris de paix » de la bourgeoisie impérialiste. Quelle que soit l'importance de ses réactions défensives à la frénésie de guerre froide de Carter, la bureaucratie stalinienne russe demeure accrochée à la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme mondial. Mais leur « coexistence pacifique » n'entraînera pas la paix. Comme l'a déclaré le dirigeant trotskyste J.P. Cannon pendant la guerre de Corée :

« Le seul vrai combat contre la guerre est la lutte de classe des travailleurs, qui se fond avec la révolution coloniale dans une lutte commune contre l'impérialisme. Les staliniens qui prêchent le contraire sont des menteurs et des fourbes. Les travailleurs et les peuples coloniaux auront la paix quand ils auront le pouvoir et utiliseront leur force pour le prendre et réaliser [la paix] par eux-mêmes. Ceci est la voie de Lénine. Il n'y a pas d'autre voie vers la paix. »

— *The Road to Peace* (1951)

Remue-ménage sur l'Afghanistan

Aujourd'hui en Afghanistan l'impérialisme US se trouve ligué aux défer « prix des épouses » et du voile, de l'usure et du servage et de la misère permanente. La victoire des insurgés islamiques en Afghanistan signifierait la perpétuation de l'esclavage féodal et pré-féodal. Pour cette raison, nous avons appelé à la victoire militaire du régime nationaliste de gauche du PDPA. Maintenant, le déploiement direct des troupes soviétiques et la confirmation des liens avec l'impérialisme des rebelles islamiques changent les termes du conflit. Alors que les dirigeants staliniens du Kremlin, pour des raisons défensives, ont pour une fois pris en main une cause réellement rouge, la défense de l'URSS elle-même est directement posée. Les trotskystes sont debout à leur poste.

On a fait beaucoup de cas du « droit afghan à l'autodétermination » — une question obscure (et subordonnée à des enjeux de classe primordiaux) étant donné que l'Afghanistan n'est pas une nation, mais un Etat. Mais si ce « peuple farouchement indépendant », comme le dit Carter, est sur le point de souffrir d'une oppression nationale si épouvantable aux mains des soviétiques, alors pourquoi Moscou peut-il utiliser sans crainte des soldats d'origine musulmane d'Asie centrale ? C'est évidemment parce qu'ils savent que les conditions en Asie centrale soviétique sont infiniment supérieures à celles de l'Afghanistan des mullahs. En particulier la place des femmes est un indice clé du progrès social. Comme l'a admis le *New York Times* (9 février) : « C'est l'octroi de droits nouveaux aux femmes par le gouvernement révolutionnaire de Kaboul qui a poussé les hommes musulmans orthodoxes des villages pachtoun de l'est de l'Afghanistan à prendre les armes. » Le prix d'une femme représentait les économies de toute une vie ou un

endettement à vie auprès d'usuriers qui exigeaient des intérêts exorbitants et qui remettaient une commission aux mullahs sous forme de donation. Pour les femmes ce fut l'esclavage domestique; pour les hommes pauvres, pas d'argent pas de sexe — en tout cas, pas avec des femmes.

Du point de vue militaire, il est difficile de dire si l'intervention soviétique est sage ou non, mais sans conteste il est juste de s'opposer aux réactionnaires islamiques soutenus par l'impérialisme. Il ne doit y avoir aucun doute que notre camp à nous, révolutionnaires, dans ce conflit est celui de l'Armée rouge. En fait, bien que cela ne soit certainement pas nécessaire militairement, la réaction naturelle de jeunes militants de gauche dans le monde devrait être un désir enthousiaste de rejoindre une brigade internationale pour lutter contre les mullahs liés à la CIA.

Cependant, de façon scandaleuse une grande partie de la gauche occidentale danse au rythme de Carter. Les maoïstes, déjà aguerris comme petits agents publicitaires du Pentagone, applaudissent l'embargo de céréales des impérialistes et appellent les USA à accroître l'aide aux insurgés islamiques. Leur hystérie anti-soviétique atteint de telles extrémités qu'à Francfort, Allemagne fédérale, ils se sont unis à des ultra-réactionnaires afghans pour une tentative de meurtre au poignard d'un dirigeant de la Troztkistische Liga Deutschlands (section de la TSI), le 25 janvier. Même des prétendus trotskystes se mêlent au remue-ménage impérialiste : le journal de l'IMG (International Marxist Group) britannique a titré « Troupes soviétiques hors d'Afghanistan ! » Leurs camarades de la LCR française oscillent d'une semaine à l'autre entre s'opposer aux mullahs et s'opposer à l'armée soviétique. Et le SWP (Socialist Workers Party) américain essaie de faire croire que « la question n'est pas l'intervention soviétique », qu'appeler les insurgés des « rebelles islamiques » est un mensonge. De son côté, le « Comité paritaire » pseudo-gauche des morénistes et lambertistes appelle au soutien militaire aux réactionnaires afghans, et même à l'extension de la « révolution islamique » en Union soviétique !

Une des raisons de la confusion éhontée des pseudo-gauchistes et de leur soutien contre-révolutionnaire flagrant aux rebelles assistés par l'impérialisme est qu'ils soutiennent *tous* le mouvement analogue — le régime théocratique, cléricalo-féodal de Khomeiny — dans l'Iran voisin. Mais en Afghanistan la CIA et Khomeiny sont du même côté des barricades et l'aide massive de l'Armée rouge au régime de Kaboul contre la révolte tribale islamique soutenue par les USA et le Pakistan pose la question russe — à bout portant.

En donnant un soutien militaire inconditionnel à l'armée soviétique et aux forces du PDP afghan, la tendance spartaciste n'accorde en aucune manière de confiance politique à la bureaucratie du Kremlin ou aux nationalistes de gauche de Kaboul. Seule la révolution politique prolétarienne en URSS peut véritablement restaurer l'Armée rouge et l'Etat soviétique dans leur mission internationaliste et révolutionnaire. Seul le renversement des puissances impérialistes par leurs classes ouvrières, sous la direction d'un parti d'avant-garde trotskyste, peut jeter les fondements d'un ordre socialiste mondial qui pourra délivrer les régions arriérées et très opprimées comme l'Afghanistan de leur pauvreté, leur isolement et leur obscurantisme, en établissant une véritable égalité sociale de tous les peuples. ●

Le soleil ne brille jamais sur les femmes afghanes

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du tract distribué par la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, aux manifestations parisiennes et rouennaises le 8 mars, journée internationale des femmes.

Le conflit en Afghanistan est pratiquement la première véritable guerre où l'oppression des femmes a été la question sociale centrale.

Pour les marxistes, la place des femmes dans la société a toujours été reconnue comme un indice clé du progrès social.[...] C'est en opposition à quelques réformes limitées décrétées l'année dernière par le gouvernement nationaliste de gauche du PDPA (Parti démocratique du peuple d'Afghanistan) — une réforme agraire limitée et surtout l'accès à l'éducation pour les femmes et une réduction du prix de l'épouse — que la rébellion actuelle a été déclenchée par les mullahs, les gros propriétaires terriens et les chefs de tribu.
[...]

L'intervention soviétique en Afghanistan a été l'occasion d'une massive campagne anti-soviétique qui va de la Maison Blanche au Palais du Peuple de Pékin et qui inclut des néo-colonies «non-alignées» comme la Zambie, les partis communistes italien et espagnol et l'Elysée (même si celui-ci fait des gestes pour affirmer son indépendance par rapport aux Etats-Unis). Cela inclut aussi les féministes qui manifesteront la semaine dernière devant le siège du PCF à Paris, montrant une fois de plus que le féminisme est la voie non à la libération des femmes, mais plutôt à la collaboration de classe avec la bourgeoisie. Pendant que les



Michaud/Woodfin Camp

Le voile afghan : 34 mètres d'esclavage.

média impérialistes saluent les «combattants de la liberté» qui luttent contre l'«expansionnisme soviétique» en Afghanistan, les impérialistes mettent de côté tout le bavardage sur la «détente», SALT, etc., au moyen duquel ils cherchent à négocier l'affaiblissement militaire de l'URSS. Bien sûr, cette mascarade diplomatique contre-révolutionnaire n'aurait pas été si loin s'il n'y avait pas eu les illusions pacifistes de collaboration de classe de la bureaucratie du Kremlin. Mais, au moins, lorsque la bureaucratie a senti le souffle brûlant de la contre-révolution en Afghanistan à ses propres frontières, elle n'a pas été prise d'un accès de libéralisme bêlant.

Derrière cette hystérie de nouvelle guerre froide il y a le désir fondamental de l'impérialisme de restaurer le capitalisme en URSS et dans les Etats ouvriers déformés et d'écraser les acquis de la Révolution d'Octobre. Aujourd'hui, avec le déploiement direct des troupes soviétiques et la confirmation des liens directs entre l'impérialisme et les rebelles islamiques, la défense militaire de l'URSS elle-même est directement posée.

L'intervention soviétique en Afghanistan a également jeté les bases d'un accord entre Carter et Khomeiny pour régler l'affaire des otages dans l'intérêt d'une alliance anti-soviétique. Dès le début de la mobilisation des mullahs

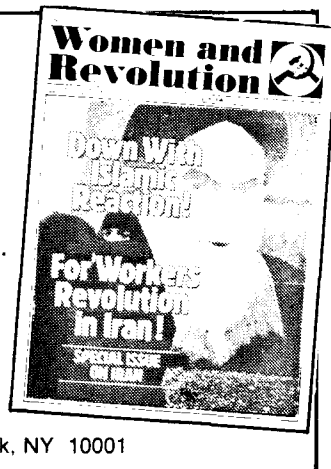
SUBSCRIBE!

Women and Revolution

Journal of the
Spartacist League/U.S.
Women's Commission

\$2/4 issues

Order from/
make checks payable to:
Spartacist Publishing Co.,
P.O. Box 1377 G.P.O. New York, NY 10001





La libération des femmes est une question clé pour la révolution socialiste dans les pays arriérés. Ici, les femmes afghanes sans voile.

TASS

pour le pouvoir en Iran, nous avons insisté que leur régime serait aussi réactionnaire que celui du chah et, au fond, aussi anti-soviétique. Nous avons insisté sur le caractère central de la question femme pour des révolutionnaires en Iran et appelé à une mobilisation indépendante du prolétariat contre le chah et contre les mullahs. Mais nos opposants politiques prétendaient que le voile n'était qu'une question de «mode» et soutenaient de façon unanime le mouvement pour mettre Khomeiny au pouvoir. Aujourd'hui c'est ce régime qui impose le voile, exécute des femmes accusées d'adultère, noie dans le sang les luttes des nationalités opprimées et soutient la rébellion réactionnaire en Afghanistan.

Aujourd'hui la «question russe» définit et domine toutes les questions politiques pour la gauche du monde entier, et surtout en ce qui concerne les pays frontaliers de l'URSS. La réponse scandaleuse d'une grande partie de la gauche est de danser au rythme de Carter. Le «Comité paritaire», qui regroupe les faux trotskystes de l'Organisation communiste internationaliste et de la Ligue communiste internationaliste, donne un soutien militaire à la rébellion dirigée par les mullahs; et leurs partenaires de bloc, la Fraction bolchévique dirigée par Moreno, vont jusqu'à réclamer l'extension de la rébellion islamique en Union soviétique — un appel ouvert à une contre-révolution islamique qui renverserait les acquis d'Octobre. Les pseudo-trotskystes de la Ligue communiste révolutionnaire oscillent de semaine en semaine entre s'opposer aux mullahs et s'opposer à l'armée soviétique; mais le point stable de leur politique est qu'ils condamnent «sans réserve» l'intervention soviétique, c'est-à-dire qu'ils auraient préféré plutôt la possibilité d'une victoire militaire des mullahs contre le gouvernement du PDPA et l'installation d'un régime réactionnaire pro-impérialiste sur le flanc sud de l'URSS!

La Révolution d'Octobre a proclamé l'égalité totale des femmes; et des cadres bolchéviques, dans des régions asiatiques où les mullahs faisaient la loi, luttèrent, souvent au prix de leur vie, pour arracher les femmes à leur réclusion forcée. Même si ce travail souffrit de la contre-révolution politique stalinienne, la situation des femmes dans les régions musulmanes de l'URSS — l'accès à l'éducation et à la médecine, l'élimination de l'imposition

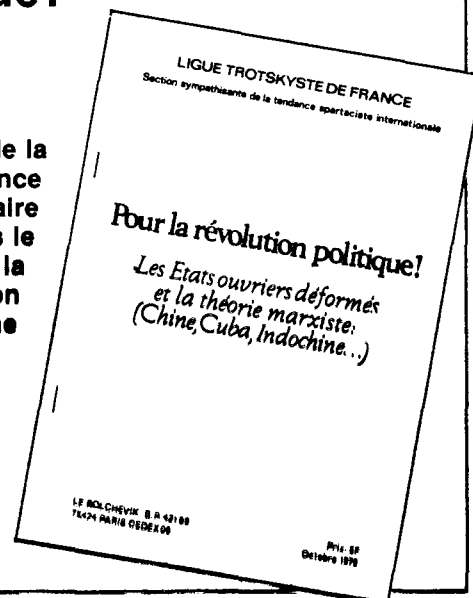
du voile et la possibilité de participer à la vie sociale — donne une juste mesure des différences entre les forces qui s'affrontent en Afghanistan. Comme l'a déclaré un militant de la TSI d'origine afghane lors d'un meeting le mois dernier à Francfort sur l'Afghanistan :

« [...] ma famille vient d'Afghanistan. Pendant la deuxième guerre mondiale, ma famille, ses parents et ses amis ne voulaient *qu'une seule chose*: une *invasion soviétique*! Et pourquoi? Parce que les femmes d'Asie centrale soviétique ne portaient pas le voile. C'est une politique très intelligente des staliniens que d'envoyer en Afghanistan des soldats tadjiks et ouzbeks. Car eux savent très bien qu'au Tadjikistan *afghan*, il n'y a que *deux* pour cent de la population qui savent lire. Au Tadjikistan *soviétique*, plus de 95 pour cent des gens savent lire. Et nous disons: si les soldats soviétiques tadjiks ne viennent pas à bout des mullahs — alors envoyez des bataillons rouges de femmes tadjiks, *elles* en viendront à bout! »

Pour la révolution politique!

La lutte de la
Tendance
révolutionnaire
dans le
SWP sur la
question
cubaine

Commande:
Le Bolchévik
B.P. 42109
75424 Paris
Cédex 09



Nicaragua: un nouveau Cuba?

Nous publions ci-après un article écrit à peine un mois après la chute de Somoza, paru dans *Workers Vanguard* n° 238, 17 août 1979. S'il fallait aujourd'hui corriger quelques détails de fait, les événements qui se sont succédés au Nicaragua depuis que cet article a été écrit justifient pleinement nos hypothèses : si les sandinistes semblent bien être sur le chemin de la reconstruction d'un Etat bourgeois, la situation reste encore loin d'être définitivement tranchée. A travers les remaniements ministériels, l'expulsion des « trotskystes » de la Brigade Simón Bolívar, la répression et l'emprisonnement des militants de gauche, l'interdiction de leurs journaux, la dissolution des milices, la centralisation d'une armée bourgeoise, la prise en main des groupes de quartier et des conseils d'usine dans le syndicat unique sandiniste, une réforme agraire plus que balbutiante, l'impérialisme — surtout yankee — s'il a cherché à exercer des pressions sur les sandinistes, s'est soigneusement abstenu des mesures analogues à celles prises à l'encontre de Cuba il y a vingt ans.

Les développements au Nicaragua ont fourni le prétexte à une scission dans le Secrétariat unifié (SU) de Mandel, Krivine et cie. (cf. « Scission dans le Secrétariat unifié », *Le Bolchévik* n° 14, décembre 1979), avec Mandel et les européens se mettant à la traîne du Socialist Workers Party (SWP) américain qui baptise le régime sandiniste de « gouvernement ouvrier et paysan ». Comme l'a déclaré au Congrès du groupe de jeunesse du SWP Peter Camejo (qui n'a jamais nié l'accusation des morénistes comme quoi il a assisté le gouvernement sandiniste dans la répression de la Brigade Simón Bolívar), « nous avons une section au Nicaragua — ils n'en sont peut-être pas conscients, mais c'est le FSLN ! » (cité dans *Young Spartacus*, février 1980). D'autre part, la « Fraction bolchévique » de l'aventurier Moreno et l'Organisation communiste internationaliste (OCI) du réformiste endurci Pierre Lambert ont pris une position formellement à gauche du SU, en faveur de la construction d'une organisation trotskyste au Nicaragua et contre le gouvernement bourgeois (cf. « Lambert-Moreno, le plus pourri des blocs », *Le Bolchévik* n° 15, janvier 1980).

C'est la tendance spartaciste qui, il y a vingt ans, a été la première à dénoncer la capitulation de la direction du SWP à Castro et qui a formulé, en 1961, la caractérisation aujourd'hui de plus en plus reprise — y compris par les lambertistes — de l'Etat cubain comme Etat ouvrier déformé dès le début. A travers les capitulations de toutes les ailes du SU et les cris hypocrites et autojustificateurs de l'OCI/LCI/Moreno sur les trahisons « récentes » d'une soi-disant « nouvelle direction castriste » du SWP, ce qui ressort de cet article c'est la justesse et la continuité de l'analyse de la tendance spartaciste depuis près de vingt ans.

* * * * *

Lorsque 100.000 personnes affluèrent sur la place rebaptisée depuis peu Place de la Révolution à Managua, le mois dernier, pour fêter le renversement — dirigé par les



L'entrée des sandinistes à Managua.

UPI

sandinistes — de la sanglante dynastie de Somoza, mise en place par les marines américains il y a 45 ans, les révolutionnaires du monde entier l'ont fêté avec eux. C'était la première défaite sérieuse de l'impérialisme US en Amérique latine depuis que l'armée révolutionnaire cubaine avait annihilé les *gusanos* organisés par la CIA à la Baie des Cochons.

Pendant la vingtaine d'années qui a suivi la défaite impérialiste de la Playa de Girón, la classe dirigeante américaine et ses « gorilles » locaux — obsédés par le spectre d'un « nouveau Cuba » — ont pris une terrible revanche sur les travailleurs, paysans et intellectuels d'Amérique latine : les marines envahirent la République Dominicaine en 1965, la CIA traqua et assassina Che Guevara, le renversement de la démocratie bourgeoise au Brésil et en Uruguay fut suivi d'une terreur féroce contre la gauche, 30.000 ouvriers et militants de gauche furent assassinés au Chili en 1973, et des milliers d'autres en Argentine quelques années plus tard. Mais lorsque le diplômé de West Point « Tacho » Somoza s'enfuit à Miami en compagnie de tout le commandement de sa Garde nationale, c'était arrivé encore une fois — la première révolution populaire contre une dictature de droite depuis que l'armée rebelle de Fidel Castro était entrée à la Havane le jour de l'an 1959.

Le Nicaragua allait-il devenir un nouveau Cuba ? Il n'est pas étonnant que c'était la question que tout le monde se posait — et pas seulement dans les titres du *Washington Post* et le cabinet de guerre du Pentagone, mais aussi parmi les militants de toute l'Amérique latine. Alors que Rowland Evans et Robert Novak, éditorialistes de la guerre froide

dont les articles sont repris par de nombreux journaux, gémissaient que «l'Amérique centrale était en train de tourner au rouge», la plupart des journalistes bourgeois, ainsi que le Département d'Etat [US], maintiennent qu'un autre Cuba peut être évité.

Le futur cours politique et économique du Nicaragua n'est évidemment pas prédéterminable de façon catégorique, du moins pas de loin (contrairement à l'Iran, où le caractère évident de réaction religieuse de l'opposition khomeiniste permettait aux révolutionnaires de prédire d'avance quelle serait la nature du nouveau régime).

La destruction du régime Somoza a gravement atteint l'ordre bourgeois au Nicaragua. Somoza avait plus de raisons que Louis XIV de dire: «L'Etat, c'est moi!» Non seulement la famille Somoza était une composante prépondérante de la classe dirigeante, possédant une partie substantielle des secteurs clés de l'économie; le pouvoir d'Etat avait été réduit à la garde prétorienne personnelle de Somoza. La guerre civile le fit éclater.

En négociant avec la junte révolutionnaire sur les conditions du renversement de Somoza, le Département d'Etat se souciait moins d'ajouter quelques éléments bourgeois conservateurs de plus au futur gouvernement que de *préserv*er la *Garde nationale*. Et les sandinistes acceptèrent que les officiers «honnêtes et patriotes» de la Garde soient intégrés dans une nouvelle armée nationale, sans représailles contre aucun d'entre eux.

Quelle trahison cruelle du peuple nicaraguayen, où chacun a vu son époque, son enfant ou ses parents massacrés par les bandits en uniforme de Somoza!

«Ils ont laissé les cadavres ici pendant 27 jours, puis ils ont permis qu'ils soient brûlés devant la maison. Tout ce qui restait de mon père était sa tête.

«Ils devraient les tuer tous. Ils ne devraient pas en laisser un seul en vie, mais ils ne devraient pas les tuer d'une simple balle, ils devraient les tuer de façon à ce qu'ils souffrent.»

— *New York Times*, 3 août 1979

Ce cri de douleur et de vengeance vient d'une jeune femme qui a vu les troupes de Somoza mitrailler ses vieux parents. Plus tard, les femmes des Gardes sont revenues et ont pillé son logement.

Mais l'armée privée de Somoza n'a pas fait confiance aux dirigeants sandinistes, quoi que ces derniers aient pu promettre à Jimmy Carter, pour la protéger contre la rage de ses victimes qui voulaient sa peau. Lorsque son chef s'enfuit, la Garde se désagrègea en une masse de fugitifs paniqués. Le tableau des troupes de Somoza abandonnant leurs fusils, arrachant leurs uniformes et s'entassant dans des hélicoptères pour s'enfuir rappelle des scènes similaires lors de la chute de Saïgon. Le gros de l'aviation de Somoza, réquisitionné par les troupes en fuite, se trouve à présent sur des pistes au Guatemala et au Honduras. Des bateaux de pêche ont été détournés par des Gardes désespérés pour filer vers le Salvador; d'autres, en débandade, se sont rués au-delà de la frontière du Honduras, tandis que les troupes moins heureuses se réfugièrent dans les églises, les camps de la Croix-Rouge et les ambassades étrangères. Il faut espérer qu'au moins certains d'entre eux seront jugés pour leurs crimes abominables.

Le pays que Somoza a laissé derrière lui est en ruines. Chaque ville importante a été bombardée à plusieurs reprises, et Estelí, théâtre de rudes combats depuis septembre dernier, est pratiquement une ville fantôme. Les

transports sont complètement désorganisés, puisque de nombreux bus ont servi de barricades pendant les combats. Des centaines et des milliers de gens reviennent des camps de réfugiés dans un pays sans logements et sans travail. Des dizaines de milliers sont morts au combat.

Le vide de pouvoir au Nicaragua provient à la fois de l'ordre bourgeois profondément ébranlé et de la faiblesse de la classe ouvrière qui manque de conscience et d'organisation. Ce vide donne aux couches petites-bourgeoises et à leurs représentants radicaux, les sandinistes, un poids social et une autonomie exceptionnels par rapport aux deux camps de classe opposés décisifs, le prolétariat et le capitalisme. L'armée de guérilla sandiniste est à présent la force militaire dominante. La question décisive est de savoir si un nouvel appareil d'Etat capitaliste va être reconstitué à partir de ces forces radicales petites-bourgeoises et bourgeoises, ou si la révolution mènera à une rupture avec le système capitaliste-impérialiste.

La destruction de la Garde nationale de Somoza, tout comme celle de l'armée cubaine de Batista il y a vingt ans, a ouvert une période dans laquelle la nature de classe de l'Etat qui émerge n'est pas encore fondamentalement déterminée. Les dirigeants sandinistes s'engagent à respecter la propriété privée — mais le gouvernement initial de la révolution cubaine en avait fait autant. Ainsi que nous l'avons écrit il y a trois ans:

«[...] ce qui existait à la Havane à la suite du renversement du régime Batista, était un phénomène fondamentalement transitoire et instable par sa nature: un *gouvernement petit-bourgeois* qui ne défendait ni la propriété bourgeoise privée ni les formes de propriété collectivisée qui caractérisent la domination de classe du prolétariat.

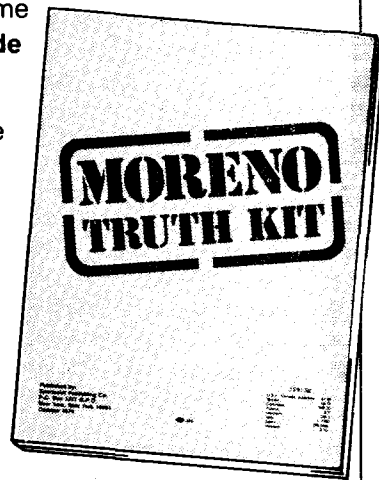
«Bien qu'un tel régime ait été provisoirement indépendant de l'ordre bourgeois — c'est-à-dire qu'il n'existait pas, au sens marxiste du terme, un Etat capitaliste, autrement dit un corps d'hommes armés voués à la défense d'une forme

Moreno démasqué!

texte anglais, documents reproduits en espagnol

- **Moreno en Argentine**
Du peronisme de gauche à la social-démocratie
Retour au peronisme
- **Le visage gauche de Moreno:**
Portugal, Angola, l'eurocommunisme
- **Un caméléon opportuniste sui generis**
- **Moreno l'escroc**

Allemagne	DM 1,50
Angleterre.....	£0,40
Australie, Canada,	
USA	\$0,75
Colombie.....	\$30,00
Espagne	50 ptas.
France.....	3F
Italie.....	L.600
Suède.....	3Kr.



Commande: Spartacist Publishing Co.,
P.O. Box 1377, GPO, New York, NY 10001

de propriété particulière — Castro ne put pas échapper à la lutte des classes.»

— *Spartacist*, édition française, n° 12, novembre 1976

Les leçons de Cuba

La révolution cubaine jette donc bien sa longue ombre sur le Nicaragua, et pas essentiellement parce que Castro a soutenu les guérilleros sandinistes depuis de nombreuses années. L'armée rebelle de Castro était une force petite-bourgeoise hétérogène, temporairement indépendante de la bourgeoisie. En arrivant au pouvoir, de telles formations se sont généralement transformées en *nouveaux régimes bonapartistes bourgeois* intégrés au système impérialiste. Mais à Cuba un développement exceptionnel eut lieu, qui mena à une rupture avec l'ordre capitaliste-impérialiste.

Lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir, les guérilleros du Mouvement du 26 juillet établirent tout d'abord un gouvernement de coalition avec des politiciens bourgeois de longue date qui détenaient en fait les postes les plus élevés : Manuel Urrutia en tant que président, José Miró Cardona en tant que premier ministre et Roberto Agramonte en tant que ministre des affaires étrangères. Mais les réformes initiales de Castro, en particulier la réforme agraire de juin 1959, provoquèrent une violente réaction de la part de l'impérialisme américain qui lança un boycott économique et encouragea les contre-révolutionnaires locaux. Castro, à son tour, réagit avec des mesures de plus en plus radicales, ce qui lui retira tout soutien bourgeois. Craignant la colère du pouvoir yankee, la bourgeoisie cubaine fuit en grande partie aux USA, s'attendant à revenir avec les marines.

Pour se défendre contre l'impérialisme US et le sabotage économique de la bourgeoisie cubaine, le régime Castro expropria en été-automne 1960 la propriété capitaliste. En réalisant cette transformation sociale, les radicaux petits-bourgeois du Mouvement du 26 juillet se transformèrent, eux aussi, en bureaucratie stalinienne d'un Etat ouvrier déformé, expropriant politiquement et opprimant les travailleurs et paysans cubains. Comme nous l'avons fait remarquer :

«[...] la bureaucratie stalinienne russe est, dans l'un de ses aspects centraux — c'est-à-dire en tant que courroie de transmission pour la pression de l'ordre bourgeois mondial sur un Etat ouvrier — une formation petite-bourgeoise. La section décisive des castristes a pu faire la transition à la direction d'un Etat ouvrier déformé parce qu'en l'absence de l'égalitarisme et de la démocratie prolétarienne d'un Etat directement conquis par les travailleurs, ils n'ont jamais eu à dépasser ou à modifier de façon fondamentale leurs propres appétits sociaux radicaux petits-bourgeois — mais simplement à les transformer et à les réorienter.»

— Préface au *Marxist Bulletin* n° 8 «Cuba et la théorie marxiste» (1973)

Les principaux protagonistes du renversement de Somoza ont, chacun à sa manière, tiré certaines leçons en essayant d'éviter un nouveau Cuba. Il y a deux ans, le groupe le plus nombreux au sein des sandinistes, les *terceristas*, décidèrent qu'exprimer un soutien au socialisme à la cubaine représentait un obstacle fondamental à une alliance large contre Somoza. Ils laissèrent donc tomber leur castrisme et adoptèrent un programme purement



Workers Vanguard

Le diplomate sandiniste Jaime Wheelock à New York. Les militants spartacistes exigeaient une réponse: «Pourquoi les révolutionnaires sont-ils dans vos prisons?»

nationaliste-bourgeois. La bourgeoisie anti-Somoza, une grande majorité de la classe capitaliste nicaraguayenne, répondit favorablement et a cherché depuis à domestiquer les guérilleros sandinistes.

La révolution sociale par le haut n'a eu lieu à Cuba que parce que le régime bonapartiste de Castro confrontait des conditions historiques exceptionnelles. Entre autres, la belligérance des USA envers le gouvernement rebelle cubain était un facteur décisif. [De son côté], l'impérialisme américain a également appris de cette expérience, et dans de nombreux cercles de Washington on reconnaît à présent que l'hostilité aveugle des Etats-Unis envers Castro en 1959 a contribué à le pousser précisément aux expropriations qu'on cherchait à éviter. Par contre, les dirigeants américains semblent avoir opté aujourd'hui pour la carotte plutôt que pour le bâton au Nicaragua.

Tout d'abord, la crainte de voir arriver au pouvoir des guérilleros castristes poussa les USA à soutenir Somoza bien après qu'il fût devenu clair que sa Garde nationale se battait littéralement contre l'ensemble du peuple nicaraguayen. Mais lorsqu'il devint évident que seule une intervention militaire directe pourrait sauver Somoza, l'administration Carter vira de bord et a prit depuis un cours conciliant envers la junte révolutionnaire. Quand le dirigeant sandiniste Tomás Borge déclare n'avoir jamais dit qu'il était marxiste, à Washington, on est tout de suite prêt à lui donner l'occasion d'en faire la preuve. Castro lui-même a remarqué que l'impérialisme yankee a «appris quelque chose» et n'agit pas envers la révolution nicaraguayenne comme il l'a fait envers la sienne.

Carter essaie de se décharger du poids du soutien qu'il donna à Somoza jusqu'à l'avant-dernière minute. Le nouvel ambassadeur américain à Managua, Lawrence Pezzullo, dénonça fermement toute tentative de la Garde nationale en exil d'entreprendre des actions contre-révolutionnaires. Washington injecte des fonds au nouveau

régime nicaraguayen par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Et dans les coulisses, il ne fait pas de doute que les hommes du Département d'Etat et les agents de la CIA en promettent bien plus encore, si les dirigeants sandinistes jouent le jeu.

D'autre part, les dirigeants américains ne sont pas près de donner un chèque en blanc aux sandinistes. Managua a demandé aux Etats-Unis de lui fournir des armes pour la nouvelle Armée du peuple. Le délai de Washington à accepter de le faire a incité le célèbre chef de guérilla « Comandante Zero » (Edén Pastora), devenu vice-ministre de l'intérieur, à menacer que la junte se tournerait vers le « bloc socialiste » pour obtenir des armes, quoique cette déclaration ait été ensuite désavouée par le ministre de l'intérieur, Borge.

Malgré les affirmations répétées du régime sandiniste qu'il désire avoir de bonnes relations avec Washington, la rhétorique anti-américaine qui continue à émaner de Managua met les diplomates américains mal à l'aise. D'après le *Washington Post* (7 août 1979), *Barricada*, organe officiel du gouvernement et seul journal actuellement publié dans le pays, décrit la révolution anti-Somoza comme une défaite de « l'impérialisme US » et parle de l'Organisation des Etats américains comme du « Ministère colonial du Département d'Etat ». La bonne volonté de l'impérialisme yankee pour traiter avec le régime nicaraguayen va fortement affecter son cours, et pourrait se montrer décisif pour entraîner la reconsolidation d'un Etat décidé à défendre des formes de propriété capitalistes. Mais aussi perspicace que puisse être la politique de Washington, le sort du Nicaragua dépendra aussi du développement de la lutte des classes au Nicaragua.

Des guérilléros castristes gouvernent avec des millionnaires

Ce gouvernement composé de guérilléros « marxistes-léninistes » et de gros capitalistes ne maîtrisera pas sans mal un pays dont l'économie a été ruinée, dont l'armée a fui et dont les masses attendent davantage de la révolution que de simples slogans sur un « nouveau Nicaragua ». Pas besoin d'être un marxiste pour réaliser que le gouvernement provisoire de reconstruction nationale n'a rien d'un groupe dirigeant stable voué à un programme précis. Comme l'a dit Alan Riding du *New York Times* le 22 juillet 1979 :

« Anastasio Somoza Debayle a été renversé la semaine dernière parce qu'il avait réussi à unir presque tous les secteurs du Nicaragua contre lui. Dans le feu de la guerre, il a même inspiré les unions les plus étranges dans un gouvernement provisoire de reconstruction nationale. Mais ce pot-pourri des classes et des idéologies peut-il marcher au gouvernement comme il a marché dans l'opposition ?

« En réalité, plus l'opposition approchait du pouvoir, plus la coalition paraissait fragile. Il était toujours facile de rédiger des dénonciations communes de la dictature, mais il était moins simple pour des hommes d'affaires conservateurs, des intellectuels sociaux-démocrates et des guérilléros marxistes de tomber d'accord sur ce qui devait la remplacer. »

Les guérilléros sandinistes semblent avoir donné aux représentants de la bourgeoisie la plus grande part du pouvoir gouvernemental. Sur une douzaine de ministres,

deux seulement sont des dirigeants sandinistes; les autres sont des gros capitalistes, des prêtres et des technocrates. Mais ce n'est pas dans ces ministères que réside le véritable pouvoir. Castro non plus n'était pas membre du premier gouvernement après Batista; il se trouvait simplement être à la tête de l'armée rebelle. Si les sandinistes se sont montrés généreux dans l'allocation des portefeuilles ministériels à leurs alliés bourgeois, ils ne leur ont pas permis de prendre le commandement des fusils. La presse bourgeoise plus subtile fait remarquer que l'homme fort de la situation au Nicaragua semble être le vétéran sandiniste Borge, qui est à la fois ministre de l'intérieur et l'un des trois commandants de la nouvelle Armée du peuple. C'est Borge, et pas le ministre de la défense (un vieux vétéran de la Garde nationale), qui décide dans l'armée.

Mais à ce jour, les commandants sandinistes n'ont pas moins insisté que leurs collègues bourgeois sur le fait que le « nouveau Nicaragua » sera capitaliste. Borge, étiqueté comme le « Castro du Nicaragua », proteste : « Je n'ai jamais dit que j'étais marxiste », enchaînant pour mieux l'affirmer :

« Il y a une chose que nous voulons garantir. La propriété privée sera respectée dans ce pays. La seule chose que l'Etat révolutionnaire a saisie pour l'administrer est la propriété de Somoza et de ses hommes de main. Les industriels peuvent être tranquilles. »

— *Washington Post*, 25 juillet 1979

On pourrait penser que Fidel Castro aurait pu s'irriter de ce que les sandinistes, auxquels il est venu en aide lorsqu'ils étaient faibles, rejettent, à présent, Cuba comme modèle révolutionnaire. Mais non, le *líder máximo* stalinien s'est joint au chœur qui proclame que les sandinistes préconisent un système social original au Nicaragua :

« A ceux qui ont dit que le Nicaragua deviendra un nouveau Cuba, nous répondons comme l'ont répondu les nicaraguayens que le Nicaragua deviendra un nouveau Nicaragua — c'est quelque chose de tout à fait distinct. »

— UPI, 27 juillet 1979

L'avenir de la révolution nicaraguayenne

Une section déterminante des cadres sandinistes, en commun avec leurs alliés bourgeois actuels, peut reconstituer un Etat bourgeois sous la domination de l'impérialisme yankee. Mais ce n'est pas la seule possibilité. Une montée de lutte sociale combative à la base (par exemple, saisies de terres par les paysans, vengeance populaire contre les Gardes de Somoza), surtout si elle provoque une réaction hostile des Etats-Unis, peut pousser une section des sandinistes radicaux petits-bourgeois à gauche, menant à une révolution sociale bureaucratiquement déformée. D'un autre côté, un tel soulèvement, en particulier en l'absence d'une direction consciente, pourrait bien mener à une contre-révolution sanglante de la bourgeoisie locale en alliance avec les impérialistes américains.

Il y a une autre voie, qui représente le véritable espoir de la victoire de la révolution nicaraguayenne : l'émergence de la classe ouvrière comme force indépendante et consciente se mettant sur les rangs de la lutte pour le pouvoir. La création d'organes indépendants de pouvoir ouvrier (par exemple, milices ouvrières, comités d'usines, soviets) poseraient réciproquement les bases pour le développement rapide d'un parti révolutionnaire prolétarien

(léniniste). Le développement des forces révolutionnaires prolétariennes menacerait les appétits bonapartistes petits-bourgeois de *toutes les ailes de la direction sandiniste*; une section de ce mouvement petit-bourgeois passerait probablement du côté des ouvriers et de leur avant-garde, tandis que d'autres éléments reculeraient dans le camp de la réaction bourgeoise.

L'«unité» actuelle de la révolution anti-Somoza va être brisée d'une façon ou d'une autre par les conflits de classes. Le renversement de Somoza pose en soi la question de la redistribution radicale de la propriété capitaliste au Nicaragua. Ce milliardaire rapace possédait plus de 30 pour cent de toutes les terres arables du pays ainsi qu'un gigantesque troupeau. Il avait la majorité des actions de la compagnie aérienne locale, possédait la plus importante compagnie de marine marchande du pays, ses plus grands abattoirs, des entreprises de construction, et bien plus encore — tout cela étant repris aujourd'hui par le nouveau régime.

Que faire avec ces vastes propriétés? Voilà qui sera un terrain de graves conflits entre les différentes classes sociales qui soutiennent aujourd'hui la junte sandiniste-bourgeoise. Les paysans attendent, et exigent, que les terres de Somoza servent de base à une révolution agraire radicale et égalitaire. Les politiciens bourgeois de Managua tenteront de faire passer l'ancienne fortune de Somoza dans leurs poches et dans celles de leurs amis. Le ministre de la réforme agraire (sandiniste), Jaime Wheelock, propose de transformer la plupart des terres de Somoza en coopératives agricoles, proposition qui ne peut que déplaire à ses co-ministres bourgeois, qui ont leurs propres appétits terriens. De plus, les propriétaires terriens bourgeois doivent craindre que les saisies ne s'arrêtent pas aux limites des propriétés de «Tacho» et atteignent les leurs. Il est possible que, comme à Cuba en 1959, l'étendue et la nature de la réforme agraire puissent causer le premier grand affrontement entre des ministres bourgeois comme Alfonso Robelo (le roi de l'huile de coton au Nicaragua) et des radicaux petits-bourgeois comme Wheelock.

Tandis que la junte sandiniste-bourgeoise à Managua prêche les vertus du capitalisme réformé, l'image que donne la deuxième ville du pays, León, est bien différente. Cette ville est tombée aux mains des forces sandinistes en juin, et la fraction «guerre populaire prolongée», plus à gauche, y domine. Dans ce que la revue espagnole *Cambio 16* appelle «el León comunista», les vivres et autres ravitaillements sont distribués gratuitement par les comités de quartier, l'argent a été retiré de la circulation, les transactions commerciales sont interdites et la main-d'oeuvre est réquisitionnée.

Vu la dévastation économique quasi totale résultant de la guerre civile, le rationnement et autres formes de «communisme militaire» ne sont pas nécessairement des attaques contre le système capitaliste. Mais beaucoup de militants sandinistes, de travailleurs et de pauvres voient «el León comunista» non pas comme une mesure d'urgence d'après-guerre, mais plutôt comme un modèle pour la reconstruction socialiste du pays. Le *New York Times* du 29 juillet 1979 cite l'un des dirigeants de gauche à León qui critique le régime de Managua comme réformiste et déclare: «Il y a ici beaucoup de gens qui voudraient que cet Etat soit marxiste». Il dit incontestablement la vérité.

Les masses du Nicaragua ne peuvent ni ne veulent plus vivre comme avant. Mais pour réaliser une révolution

socialiste, les masses radicalisées doivent être dirigées politiquement et organisées par un parti révolutionnaire d'avant-garde, centralement basé sur le prolétariat et possédant une perspective internationale. En l'absence d'un tel parti léniniste (trotskyste), le Nicaragua peut *au mieux* donner un nouveau Cuba, une révolution sociale *déformée* dans laquelle la classe ouvrière est sous le joug d'une bureaucratie nationaliste bornée, parasitaire et répressive. «Le socialisme dans une seule république de bananes» ne peut être qu'un obstacle au développement de la révolution socialiste en Amérique latine.

Mais le Secrétariat unifié (SU) pseudo-trotskyte ne voit pas le besoin d'une avant-garde léniniste — puisque toute sa perspective est de faire pression sur les sandinistes petits-bourgeois pour qu'ils fassent du Nicaragua un «nouveau Cuba». La déclaration du SU du 20 juin 1979, «Soutien, solidarité et mobilisation internationale pour le peuple en lutte au Nicaragua», (*Inprecor*, 5 juillet 1979) ne mentionne pas une seule fois la nécessité d'un parti révolutionnaire prolétarien. Au lieu de cela, ces révisionnistes déclarent que c'est le Front sandiniste de libération nationale qui est l'«avant-garde [...] du peuple du Nicaragua». Mais la fraction *tercerista* dominante a un programme purement démocratique-bourgeois, tandis que les deux autres fractions défendent la «révolution par étapes» stalinienne classique. Maintenant qu'ils sont au pouvoir, les sandinistes n'ont pas seulement déclaré leur intention d'administrer un Nicaragua capitaliste, mais déjà pris des mesures dans ce sens.

Le pouvoir aux ouvriers! Pour un parti trotskyste!

La tâche immédiate qui se pose pour un parti révolutionnaire au Nicaragua est de s'opposer aux efforts de la junte sandiniste-bourgeoise pour restaurer un Etat capitaliste. Les dirigeants sandinistes ont déjà montré leur désir bonapartiste de s'assurer un monopole du pouvoir militaire. L'une des premières actions de la junte révolutionnaire a été d'ordonner que tous les civils rendent les armes que beaucoup d'entre eux avaient acquis lorsque les Gardes les abandonnèrent en masse. Vu le chaos révolutionnaire, il est douteux que cet ordre ait déjà été mis à exécution. L'une des revendications urgentes que doit élever un parti révolutionnaire au Nicaragua, c'est que les masses laborieuses gardent leurs armes, et que des milices ouvrières soient établies indépendamment du régime sandiniste-bourgeois.

Un parti révolutionnaire ferait de l'agitation pour des *tribunaux populaires* pour juger les criminels de la Garde nationale qui se cachent dans les églises et les camps de la Croix-Rouge. Il exigerait une *révolution agraire* radicale et égalitaire, l'expropriation de l'industrie et du commerce, et la reconstruction de l'économie sur des bases socialistes. L'expropriation ne doit pas se limiter à la seule propriété de Somoza. Avant tout, les trotskystes doivent faire de l'agitation pour un gouvernement excluant la bourgeoisie anti-Somoza et basé sur les organes démocratiques de la classe ouvrière et de ses alliés paysans. Il est évident qu'une telle lutte révolutionnaire ne peut se limiter au seul Nicaragua, mais qu'elle doit tendre vers les Etats-Unis socialistes de l'Amérique latine. ●

Presse de la tendance spartaciste internationale

Workers Vanguard

Biweekly organ of the Spartacist League/U.S.

\$3/24 issues (1 year)
International rates:
\$12/24 issues—Airmail
\$3/24 issues—Seamail
Spartacist Publishing Co.
Box 1377 GPO, NY, NY 10001, U.S.A.

Le Bolchévik

Publication de la Ligue trotskyste de France

20 F les 6 numéros
BP 421 09
75424 Paris Cédex 09, France

Kommunistische Korrespondenz

Herausgegeben von der Troztkistischen Liga Deutschlands

Jahresabonnement 8,50 DM
Auslandsluftpostabonnement 10,-- DM (1 Jahr)
Postfach 1 67 47
6000 Frankfurt/Main 1, West Germany
Pschk. Ffm 119 88-601
(W. Hohmann)

Spartacist Britain

Marxist monthly newspaper of the Spartacist League/Britain

£1.50/10 issues
Spartacist Publications
PO Box 185, London WC1H 8JE, England

Spartacist Canada

Newspaper of the Trotskyist League of Canada

\$2/10 issues
Box 6867, Station A, Toronto, Ontario, Canada

Australasian Spartacist

Monthly organ of the Spartacist League of Australia and New Zealand

\$3/11 issues (1 year) in Australia and seamail elsewhere
\$10/11 issues—Airmail to Europe and North America
\$5/11 issues—Airmail to all other countries

Spartacist Publications,
GPO Box 3473,
Sydney, NSW, 2001,
Australia





La première conférence de délégués de la tendance spartaciste internationale se termine par l'«Internationale».

Vers la Ligue trotskyste internationale!

suite de la page 40

international. Mais ce collectif ne saurait être constitué en collant ensemble des petits morceaux à la manière du SU, il doit être forgé dans la lutte pour la cohésion programmatique. Tandis que le SU et les «Internationales» pseudo-trotskyistes qui lui font concurrence sont passés d'alliances en blocs pourris et de scissions destructrices en retrouvailles, la TSI a grandi en force et en nombre.

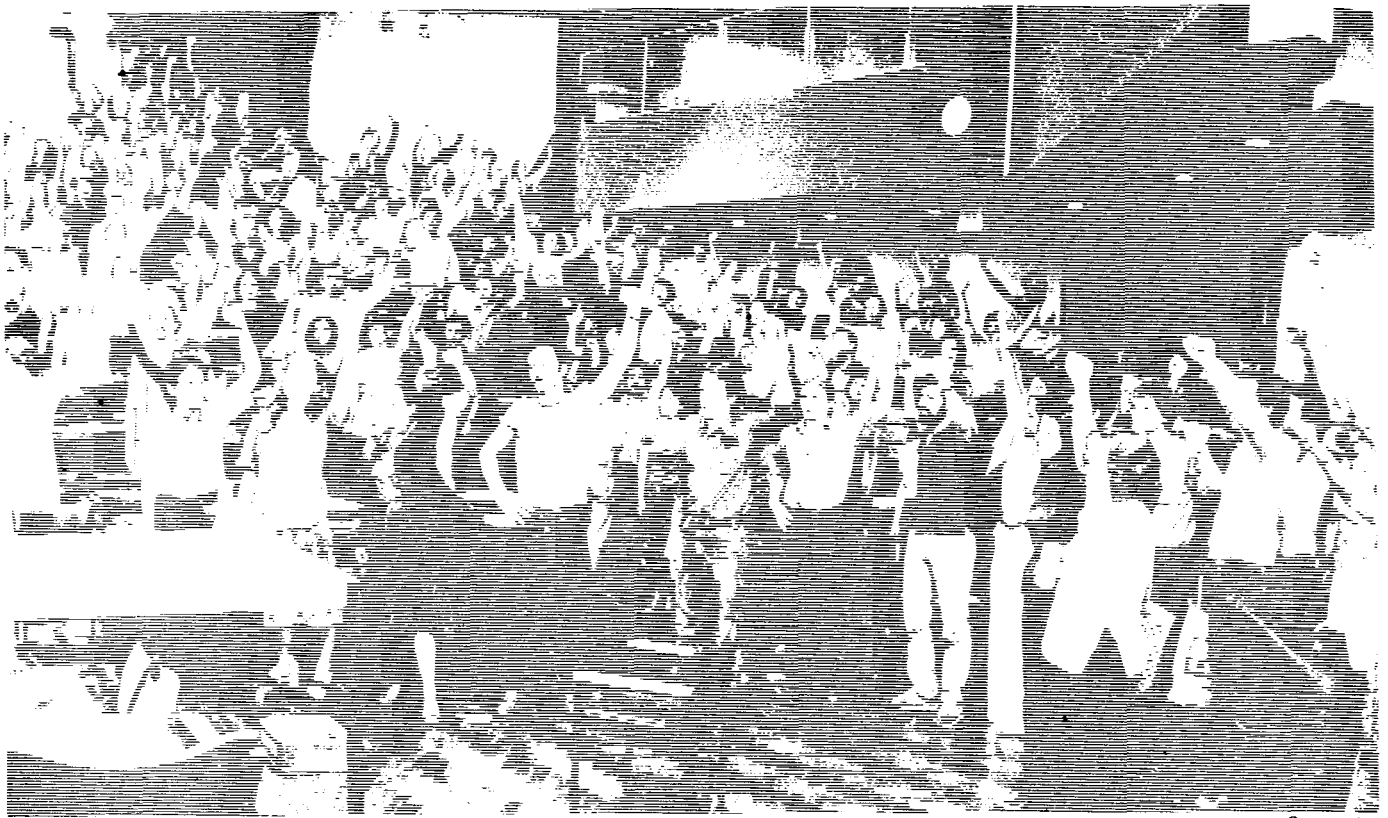
La TSI fut formellement constituée avec l'adoption en 1974 de la «Déclaration pour l'organisation d'une tendance trotskyste internationale» (DOTTI) qui disait :

«La tendance spartaciste internationale est très exactement une tendance en train de se consolider. Mais à l'aube de son existence internationale, elle déclare une fidélité continue — qui a déjà fait ses preuves pendant une décennie dans des limites nationales — aux principes marxistes-léninistes et au programme trotskyste : révolutionnaire, international et prolétarien. La lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale promet d'être longue, difficile et par-dessus tout inégale. [...] »

Ce document mettait en avant la faillite programmatique des divers «Quatrième Internationale» et engageait les organisations signataires à la lutte pour une Ligue trotskyste internationale en accord avec le centralisme démocratique international. L'annexe au document établissait une structure organisationnelle intérimaire pour

la tendance, l'ensemble des comités centraux des sections à part entière (au départ, les sections des USA et d'Australie/Nouvelle Zélande) constituant un Comité exécutif international (CEI), avec un Secrétariat international intérimaire comme instance exécutive siégeant au centre international. Tout en reconnaissant que cette structure formellement fédérée pourrait devenir un frein au développement démocratiquement centralisé de la tendance, nous espérons que l'élection d'un CEI pleinement représentatif par une conférence internationale de délégués coïnciderait avec la fusion de la TSI — noyau programmatique d'une Quatrième Internationale reforgée — avec un pan entier de cadres provenant des forces historiques du mouvement trotskyste; nous fonderions alors une Ligue trotskyste internationale qui posséderait une autorité plus large auprès des courants se voulant trotskystes.

Depuis la promulgation de la DOTTI, la tendance a connu une extension internationale considérable. Le recrutement de jeunes cadres trotskystes en Autriche, combiné à des regroupements dans le mouvement prétendument trotskyste en Allemagne (principalement à partir des produits de la décomposition du milieu pabliste de gauche) créèrent la TLD. Le recrutement dans les organisations du SU au Canada et en France menèrent à la fondation de la TLC et de la LTF. Des «stations» spartacistes furent établies à Londres et à Stockholm. Une fusion significative avec des forces issues de la Workers Socialist League en Angleterre créa la SL/B. Même si ces acquis ne constituaient pas une expansion politique ou géographique qualitative qui justifierait la proclamation d'une Ligue trotskyste internationale, ils exacerbèrent la



Spartacist

situation anormale où une direction formellement fédérée dirigeait le travail de notre tendance centralisée démocratiquement.

Dans la période précédant la convocation de la conférence de 1979, la participation de camarades dirigeants, y compris de sections sympathisantes, aux délibérations internationales avait démontré l'existence d'un collectif dirigeant faisant autorité. En même temps, la réponse politique ferme et homogène de toutes les sections à des événements mondiaux comme la «révolution islamique» en Iran obligeait de plus en plus nos adversaires pseudo-trotskyistes à reconnaître la TSI comme une entité politique internationale unie. Il était plus que temps qu'une conférence internationale élise un CEI représentatif.

La conférence fut préparée par des conférences nationales et des réunions plénières des sections à part entière et des sections sympathisantes, qui élirent les délégués. Juste avant la conférence internationale qui dura deux jours, eut lieu un camp d'été international de quatre jours qui comprenait des sessions de formation, des débats et des commissions spéciales (par exemple, finances, presse, travail étudiant).

La conférence elle-même fut ouverte par les salutations de chaque section nationale et de l'organisation de jeunesse de la SL/US, la Spartacus Youth League. Les salutations exposèrent les résultats des réunions préparatoires nationales et esquissèrent les priorités, les problèmes et les perspectives du travail des sections. En général, les organisations européennes sont confrontées aux tâches apparentées de forger un réel collectif de direction nationale, d'expansion géographique et de stabilisation de la presse. Il fut établi que des journaux réguliers, au moins

mensuels, représentent pour les sections des moyens cruciaux de propagande pour mener à bien une tactique agressive de regroupement par la polarisation des organisations centristes et le recrutement de leurs éléments subjectivement révolutionnaires au programme du trotskysme authentique.

Les tâches urgentes en Europe contrastent avec celles de la section américaine, plus grande, qui, au cours d'une douzaine d'années, a regroupé parmi la plupart de ses opposants centristes peu stables au point de les réduire à l'inexistence. Les salutations de la SL/US présentèrent donc une perspective nationale de recrutement plus ou moins individuel à travers une campagne agressive pour transformer le capital politique de la tendance en une ou deux centaines de nouveaux membres.

Après les salutations, la conférence discuta le document politique central (reproduit dans ce numéro). En particulier à la lumière de la récente scission du SU, la consolidation des organisations européennes est étroitement liée à la lutte pour tourner les sections vers l'extérieur en vue d'un recrutement rapide à la TSI. La TSI doit arracher au courant moréniste son manteau «de gauche» tout neuf et gagner les vrais éléments de gauche à la seule tendance qui se soit opposée de façon conséquente au liquidationnisme pabliste, au front populisme et à l'impressionnisme radical petit-bourgeois. Nous devons démasquer Moreno comme un nationaliste/social-démocrate argentin à la dérive, dont les prétentions actuelles à être une «opposition de gauche» rappellent le visage gauche qu'affichaient les sociaux-démocrates allemands dont le terrain réformiste avait été sapé par la montée de Hitler au pouvoir. Maintenant pourtant les



La Spartacist League/ Britain défile à Londres (le 1er septembre 1979) pour protester contre la terreur blanche de Khomeiny contre les kurdes, les travailleurs arabes du pétrole, les membres du HKS et d'autres militants de gauche emprisonnés.

morénistes ont montré leur vraie nature à propos de l'Afghanistan en se débarrassant de leur couverture soi-disant gauche mais bien éphémère. Au nom du nationalisme tiers-mondiste ils soutiennent, contre l'armée soviétique, les réactionnaires islamiques eux-mêmes appuyés par les impérialistes. Si les morénistes réussissent à entraîner derrière eux ceux qui se veulent trotskystes et sont repoussés par la politique droitiste du SU, cet obstacle à phraséologie centriste au regroupement principal minera les occasions de croissance rapide pour la TSI et retardera la construction de noyaux révolutionnaires authentiques dans d'importants pays d'Europe et d'Amérique latine.

Une session extrêmement stimulante fut consacrée aux problèmes posés pour le mouvement ouvrier par le chômage massif dans les industries qui se retrouvent en excédent — phénomène qui n'est pas dû simplement aux vicissitudes du cycle de commerce (comme par exemple la crise mondiale de 29), mais aussi aux bouleversements technologiques qui laissent sur le côté des branches d'industries à moitié fossilisées, et aux changements dans la capacité d'industries concurrentes de différents pays à conserver leur part du marché mondial. Dans les régions minières et sidérurgiques dépassées du nord-est de la France et du sud de la Belgique, ou dans l'industrie automobile britannique, par exemple, les processus de transformation économique qui ont jadis fait surgir ces centres prolétariens historiques de l'ancienne paysannerie menacent à présent de jeter la classe ouvrière dans la misère ou même le lumpen-prolétariat par régions entières. Les marxistes révolutionnaires doivent défendre les réels moyens d'existence et les conditions de travail des travailleurs, tout en refusant de se laisser entraîner à prendre des responsabilités pour l'économie capitaliste, aussi «travailleuse» que puisse être son étiquette gouvernementale.

Le deuxième jour de la conférence était prévu pour la discussion d'une proposition de fusion entre la TSI et le RWP ceylanais. Cependant, le comportement politique des

délégués du RWP pendant le camp et la conférence et leur brusque départ faisaient que le résultat était couru d'avance.

«Le communisme national»

Un résultat important de la conférence aura été l'évaluation politique définitive du groupe Samarakkody — avec lequel la TSI avait maintenu pendant plusieurs années des relations fraternelles non concluantes — comme un petit groupe ossifié, centriste de gauche, borné nationalement. Au cours de sa longue histoire politique, le camarade Samarakkody a suivi un cours généralement honorable, mais — mis au défi de prendre part à une lutte internationale pour la renaissance de la Quatrième Internationale — il s'est montré incapable de faire le saut.

Ainsi que l'a expliqué Trotsky :

«Par sa nature même, l'opportunisme est nationaliste, puisqu'il s'appuie sur les besoins locaux et temporaires du prolétariat et pas sur ses tâches historiques. Les opportunistes trouvent intolérable le contrôle international et réduisent leurs liens internationaux, autant que possible, à des formalités inoffensives [...] stipulant qu'aucun groupe n'empêche les autres de mener une politique opportuniste pour ses propres tâches nationales.[...] L'unité internationale n'est pas pour nous une façade décorative, mais l'axe même de nos opinions théoriques et de notre politique.»

— L. Trotsky, «La défense de l'Union soviétique et l'Opposition»,
7 septembre 1929

L'un des points centraux de la conférence a été de démasquer le recul de la délégation ceylanaise par rapport aux protestations antérieures du RWP de convergence de plus en plus profonde avec le programme de la TSI. Nous avons espéré qu'une telle convergence pourrait poser la base pour arracher le RWP à ses préoccupations étroites envers le milieu parlementaire front-populiste à Ceylan — milieu qui s'est désagrégé après la déroute électorale — et le

tourner vers les occasions indiquées par la croissance du Janatha Vimukthi Peramuna (JVP) — Front de libération du peuple — (dont le soulèvement radical des jeunes en 1971 fut noyé dans le sang par le gouvernement de front populaire) et l'agitation parmi la population tamile qui subit une oppression nationale au Sri Lanka. Mais la délégation du RWP préféra rompre avec la conférence plutôt que de rompre ses liens nostalgiques avec le cadavre puant du Lanka Samasamaja Party (LSSP) réformiste.

De façon typiquement centriste, le camarade Samarakkody, principal porte-parole de la délégation du RWP, tenta d'esquiver la politique, se cachant derrière des discours-fleuves, utilisant la technique de l'obstruction. Dans un effort étudié pour éviter les vraies questions, il transformait tout en questions de prestige et d'insultes imaginaires. Dans son comportement envers la conférence, il s'est montré dans la tradition des Andrés Nin, Hugo Urbahns, Henk Sneevliet et Guillermo Lora — des dirigeants vétérans « communistes nationaux » qui pouvaient être assez orthodoxes en terrain fermé, mais dont l'orthodoxie se révélait essentiellement creuse dès qu'ils étaient confrontés à des questions historiques posées dans le concret. Quoique nous n'ayons pas l'habitude de nous comparer à Trotsky, dans ce cas un coup d'oeil sur la correspondance entre Trotsky et Andrés Nin montre une étrange similitude avec les échanges entre les délégués de la TSI à la conférence et Samarakkody, les premiers insistant sur une caractérisation politique tranchante tandis que ce dernier protestait sur le « ton » dans un étalage vrai ou feint d'orgueil blessé.

Cette dénonciation ne s'est pas faite à peu de frais. La TSI avait eu des liens, bien qu'assez lâches, avec Edmund Samarakkody pendant de nombreuses années. En 1971, il nous écrivit pour la première fois que « parlant pour moi-même, je suis en général en accord avec votre orientation sur certaines questions importantes pour le mouvement trotskyste ». La correspondance qui suivit résulta dans une collaboration littéraire pour rendre public le fait que le SU avait supprimé les rapports d'une commission spéciale (réunie sur l'insistance de Samarakkody au congrès mondial du SU en avril 1969) sur Bala Tampoe, dont sa position dirigeante dans la section ceylanaise du SU lui

servait simplement de couverture « socialiste » pour ses agissements de bureaucrate en chef d'un grand syndicat d'employés (voir « Le cas de Bala Tampoe », *Spartacist*, édition anglaise, n° 21, automne 1972). La collaboration continua avec la publication dans *Spartacist* de « La lutte pour le trotskysme à Ceylan » de Samarakkody (*Spartacist*, édition anglaise, n° 22, hiver 1973-74) et ensuite avec des articles occasionnels pour *Workers Vanguard*.

Mais nous étions surtout intéressés par l'exploration des divergences programmatiques évidentes entre notre tendance et le groupe Samarakkody, dans le but de déterminer s'il existait une base programmatique suffisante pour une fusion éventuelle de nos organisations. Nous savions que ce ne serait pas facile à déterminer. Nous comprenions que le RWP se présentait toujours à nous sous son jour le plus gauche, et que ce n'était pas par hasard qu'il avait ignoré à plusieurs reprises notre demande de documents publics et internes (par exemple des minutes) du RWP. Ce n'est qu'à travers des voyages à Sri Lanka, douloureusement coûteux — une demi-douzaine environ pour autant d'années — que nous pûmes nous faire une idée réelle des perspectives et du travail du RWP.

La plupart des premières discussions étaient centrées sur la question nationale et l'opposition tranchée du groupe Samarakkody à notre ligne de défaitisme révolutionnaire des deux côtés dans la guerre arabo-israélienne de 1967. La conciliation évidente du RWP envers des formations nationalistes « progressistes » dans des pays arriérés mettait un grand point d'interrogation sur sa capacité à poser une ligne classe contre classe à Ceylan, où des blocs de front populaire avec des formations bourgeoises de « gauche » contre le parti bourgeois « pro-impérialiste » ont souillé le nom de trotskysme.

Que le RWP ait fait plus qu'un effort formel pour répudier le front populisme, cela avait été montré clairement par l'action courageuse de Samarakkody et d'un autre dirigeant de son groupe, Meryl Fernando, qui avaient participé le 3 décembre 1964, en tant que députés du LSSP(R), à un vote de non-confiance contre le gouvernement, passant outre aux objections des collaborationnistes de classe et de leurs appendices de



Spartacist
Revue du marxisme révolutionnaire

- Spartacist, deutsche Ausgabe 5F
- Spartacist, English edition 5F
- Spartacist, édition française 5F
- Spartacist, edición en español 5F

Pour toute commande:
Spartacist Publishing Co.
Box 1377, GPO
New York, NY 10001 USA

1964: Samarakkody contre le front populaire

«En 1964, lorsque le front populaire accéda au pouvoir, ce fut avec une majorité extrêmement étroite; une aile droite du Sri Lanka Freedom Party scissionna; et à travers une série de manoeuvres, le discours du trône — c'est le principal discours contenant le programme que le front populaire entendait appliquer — fut rejeté sur la base d'un amendement proposé par un député de droite indépendant qui avait pris ses instructions de l'United National Party (UNP). C'était d'ailleurs un très bon amendement. Il disait: Nous condamnons ce gouvernement entrant, qui n'a pas su protéger le niveau de vie des masses travailleuses. Les deux camarades de la fraction parlementaire du Lanka Samasamaja Party (Revolutionary) (LSSP/R), Edmund [Samarakkody] et Meryl [Fernando] [tous deux devenus par la suite membres du RWP] votèrent pour cet amendement. Mais ne voilà-t-il pas que tous les autres députés présents dans la salle votèrent soudainement pour, et le gouvernement ne tomba pas, mais fit l'objet d'un vote de défiance qu'il choisit de transformer en de nouvelles élections. Et immédiatement, le vieux LSSP se tourna vers Edmund et Meryl et leur dit: vous avez livré le pays au capitalisme fasciste et impérialiste de la CIA, combien vous payent-ils pour ça? [...] Et ils l'ont douloureusement senti, car tout

en s'étant conduits de façon principielle, ils étaient toujours encore très imbriqués dans le milieu du LSSP.

«Mais ils étaient coincés, ils avaient voté ainsi et ils l'ont défendu pendant dix ans; mais ensuite, ils ont voulu revenir en arrière, et ont dit que ç'avait été une erreur tactique. Exactement au moment où les jeunes se faisaient assassiner par le front populaire, où les tamils haïssaient le front populaire, où toutes les forces qui voulaient que la société change étaient dégoûtées par le front populaire [...], nos camarades n'ont su se tourner que vers le LSSP. [...]

«Donc, dans des conditions difficiles, nos camarades étaient très principiels, très forts, très audacieux, mais confrontés à la moindre occasion, parce qu'il y avait une scission dans le LSSP, ils ont dit: oh, c'était une erreur tactique. [...]

«Si nous pouvons faire comprendre aux camarades à Ceylan la contradiction entre ce qu'ils ont fait et leurs positions — rappelez-vous, ils l'ont *fait*; ce n'est pas un truc qu'on cherche à leur faire avaler, qu'ils auraient dû faire — cela aurait tendance à défaire tout leur suivisme par rapport aux fronts populaires.»

— Rapport de la délégation de la TSI à Sri Lanka au local de New York de la SL/US, le 8 juillet 1979

gauche qui reprochèrent à Edmund et Meryl la chute de «leur» gouvernement. Par la suite, les camarades se sont montrés incapables de défendre leur action principielle contre les apologistes du front populaire qui les ont évidemment accusés d'avoir «aidé la droite». Cet incident et ses développements sont relatés ci-dessus.

En 1974, après une lutte prolongée pour leur obtenir un visa, la TSI réussit à faire venir deux camarades du RWP en Amérique du Nord et en Europe pour des discussions formelles. L'issue de la discussion conduisit à une prise de distances. La ligne dure tirée dans les débats sur la question nationale s'accompagnait de la part du RWP d'un scepticisme généralisé sur la description de «groupe de propagande» que se donne la Spartacist League — un scepticisme que nous avons interprété comme une accusation de sectarisme tournée diplomatiquement (et ce, de la part d'un «parti» d'une douzaine de membres!). C'est au cours de ces discussions que nous nous sommes aperçus pour la première fois que le RWP avait, huit ans après, désavoué le vote de 1964, et qu'il avait même utilisé l'analogie avec le «référendum rouge» en Prusse en 1931, où les staliniens avaient fait bloc avec les nazis pour faire tomber le gouvernement social-démocrate. Non seulement le United National Party droitier n'est pas un parti fasciste, mais le Sri Lanka Freedom Party — contrairement à la social-démocratie — ne fait pas partie du mouvement ouvrier; ce n'est qu'une formation bourgeoise nationaliste, chauvine, avec une phraséologie de gauche. Bien que l'on puisse discuter si l'on aurait pu trouver une tactique plus intelligente qu'un vote sur une motion pro-ouvrière hypocritement présentée par un député de droite,

l'embarras du RWP par rapport à cette position principielle de 1964 mettait un grand point d'interrogation sur la capacité des camarades ceylanais de résister aux pressions insidieuses du front populisme et suggérait une réponse affirmative à la question: peut-il parfois être correct de voter une motion de confiance dans un gouvernement bourgeois de front populaire?

Le retournement du RWP sur son «verdict correct» de 1964 est encore plus criant à la lumière du massacre en masse de la jeunesse ceylanaise par le gouvernement de front populaire en réponse au soulèvement de 1971 dirigé par le JVP. La tuerie de masse de Madame Bandaranaike dévoila aux masses ceylanaises ce que les révolutionnaires auraient dû savoir de façon viscérale: un front populaire n'est pas un demi-pas vers le socialisme, c'est un régime capitaliste qui ne mérite aucun soutien. La TSI a été seule au monde à refuser de voter pour les partis des fronts populaires — y compris les partis ouvriers. Le fait que le RWP ait rejeté par la suite cette position et sa position principielle de 1964 semblait mettre un point final à toute possibilité de rapprochement fondamental entre le RWP et la TSI.

Malgré le fait que les discussions de 1974 se soient terminées par une impasse, nous avons maintenu des relations fraternelles avec le RWP, y compris l'«échange» (extrêmement unilatéral) de publications et de documents internes sélectionnés, ainsi que la publication d'un bulletin de discussion international (*International Discussion Bulletin* n° 7, mars 1977) contenant deux longs documents de la TSI et une réponse du camarade Samarakkody.

Nous avons donc été plongés dans la perplexité lorsque

nous avons reçu une lettre en date du 10 avril 1979, nous informant que la conférence du RWP du 10 février, après une «longue discussion», avait décidé de «chercher à adhérer à» la TSI — d'autant plus que nous n'avions pas même été invités à présenter nos salutations à la conférence, ni même été informés que la question d'une fusion était envisagée. Le 28 avril, nous avons écrit au RWP :

«Comme pour toutes les sections et tous les candidats à la fusion, il faudrait que nous soyons mutuellement assurés — d'une façon définissable programmatiquement — que les camarades ceylanais aspirent à la révolution prolétarienne à Ceylan et en Asie du Sud. Si ces deux considérants existent — la détermination à agir de concert sur le plan international, et la volonté programmatiquement exprimée de chercher à faire la révolution prolétarienne — alors il y a une base pour une fusion valable.»

Nous avons proposé qu'une délégation de la TSI faisant autorité aille à Ceylan pour discuter.

A la fin du printemps dernier, une délégation composée de quatre camarades d'Amérique du Nord et d'un camarade d'Asie du Sud arriva à Sri Lanka. La délégation et la direction du RWP se mirent d'accord sur un Accord d'unification (20 juin 1979) notant qu'en raison «à la fois de l'étendue des divergences politiques, des distances géographiques extrêmes, et des différences de culture et de niveau de vie, jamais une unification plus difficile n'avait été tentée entre la TSI et une autre organisation.»

Malgré les amendements faits par le RWP pour atténuer les formules clé, le projet final continuait à noter les obstacles politiques à une unification valable :

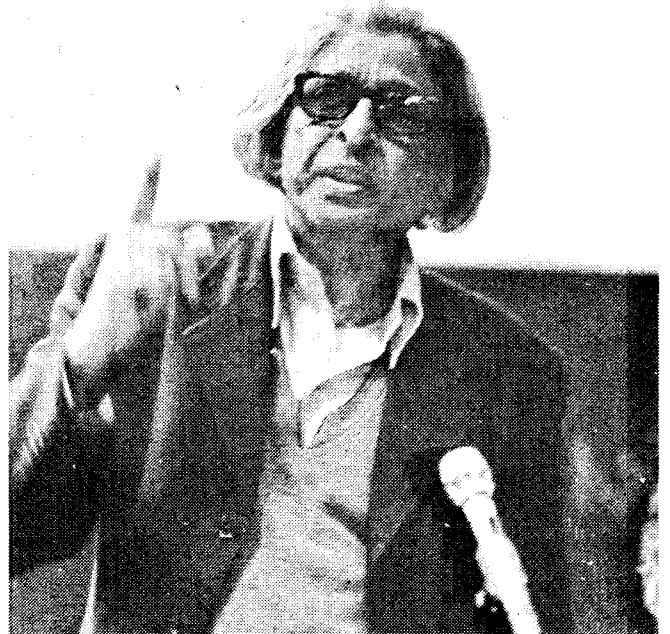
«Politiquement, pour le caractériser de façon extrême, le RWP pourrait voir des éléments d'ultra-gauchisme sectaire dans la TSI, centrés sur une indifférence, dans le meilleur des cas, par rapport aux luttes nationales des opprimés, et sur un manque volontaire d'efficacité dans l'approche des masses et dans la construction du parti. Pour sa part, la TSI pourrait considérer, comme caractérisation extrême, que le RWP partageait du moins en partie un centrisme suiviste par rapport au nationalisme petit-bourgeois et donnait un soutien critique aux pires aspects du révisionnisme et du réformisme, tandis qu'il est en grande partie incapable, dans sa propre propagande, de dépasser les revendications purement démocratiques.»

Sur la base de ce document fut adoptée une perspective d'unification. Dans son rapport au local de New York le 10 juillet, la délégation de la TSI expliquait :

«Si ces camarades étaient des gamins, nous n'y toucherions pas avec des pincettes. Mais ils sont

absolument ce qui est sorti de mieux et de plus principal du vieux trotskysme ceylanais — qui était épouvantable. [...] »

Dans l'attente de l'unification, nous avons fait le nécessaire pour faire venir une délégation de trois camarades du RWP à la conférence internationale de la TSI. Nous avons réitéré nos demandes de minutes et



Spartacist

Le camarade Edmund Samarakkody pendant la discussion sur le front populaire.

d'autres documents du RWP. Deux camarades de la TSI prirent des cours intensifs de cingalais. L'ordre du jour de la conférence fut préparé avec comme point central la proposition d'unification avec le RWP.

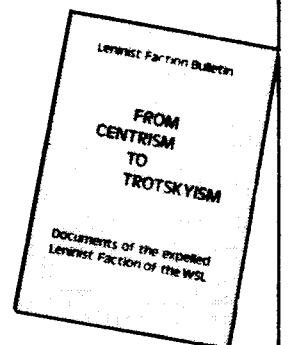
La question nationale rebondit

Cependant, le comportement politique de la délégation du RWP envers la conférence de la TSI était caractérisé par un refus absolu de chercher l'interpénétration politique mutuelle, même si tout le monde avait été d'accord qu'elle était centrale à une unification internationale valable. Les

Leninist Faction Bulletin
From Centrism to Trotskyism
 Documents de la Fraction léniniste,
 exclue de la Workers Socialist League

Prix: 75p

Commande: Leninist Faction, BM Box 380, London WC1V 6XX, Angleterre



délégués ceylanais se sont tenus à l'écart de la plupart des délibérations et — dans les quelques occasions où ils y participèrent activement — n'ont fait aucune tentative de lutter pour une ligne internationale commune. Au lieu de chercher à gagner les membres de la TSI à leurs critiques de la ligne majoritaire de la TSI, ils esquivèrent les questions sans vergogne, cherchant à transformer les caractérisations politiques tranchantes de leurs positions par la TSI en affronts imaginaires à leur intégrité personnelle.

Ce fut leur «méthode» dans le débat sur le front populaire. Les deux orateurs de la TSI cherchèrent à placer cette question dans un contexte historique international, se référant à la politique des Bolchéviks en février-octobre 1917 comme l'exemple définitif. Ils notèrent également des précédents de la Deuxième et de la Troisième Internationale; ils analysèrent l'expérience des trotskystes européens dans les années 30 et tirèrent les leçons du cas de Ceylan (voir transcriptions de ces présentations dans ce numéro).

Mais le camarade Samarakkody, rapporteur du RWP, limita ses remarques à la seule question de Ceylan, ignorant avec un absurde esprit de clocher la documentation historique qui avait été présentée, ainsi que les nombreux cas récents où la question du front populaire a été un test

clé du programme trotskyste (Chili, France, Portugal, etc.). Et dans sa défense de la ligne du RWP sur Ceylan, le camarade Samarakkody s'esquiva politiquement en faisant semblant de prendre une caractérisation politique dure — qu'en dernière analyse le RWP se voyait comme faisant partie d'un continuum «gauche» parlementariste et front-populiste — uniquement comme une insulte personnelle. D'où: «comment peut-on dire des chose pareilles sur Edmund», «n'avons-nous pas toujours dit que nous étions contre le front populaire?»

Les délégués du RWP consacrerent l'essentiel de leur temps de parole à se dire choqués par la déclaration d'un rapporteur de la TSI: au cours des discussions RWP-TSI à Ceylan en juillet, des dirigeants du RWP avaient admis que c'était la pression d'une scission de gauche du LSSP en 1972 qui avait amené le RWP à désavouer publiquement son vote de 1964 huit ans après. Oh, camarades, dit le RWP, c'est affreux, c'est une calomnie: jamais rien de tel n'a été dit. Dans ce cas, il paraît curieux que le RWP n'ait pas protesté plus tôt. Lorsque la délégation de la TSI rentra de Ceylan, elle fit un rapport au local de New York de la SL/US le 8 juillet. Une transcription faite pour l'information de nos membres, et également envoyée au RWP, contenait la déclaration: «Dans l'adversité, nos

Le front populisme contre le peuple tamil

«[...] Jusqu'à quel point cette partie du mouvement trotskyste ceylanais, [...] qui s'est opposée au glissement vers la trahison de 1964 (par le LSSP), a scissionné sur cette question puis, contrairement à toutes les autres scissions, cherché effectivement à dépasser le «bon», «vieux» LSSP, l'a-t-elle réellement fait? Il est clair que le RWP l'ait fait jusqu'à un certain degré, mais ceci est une question qualitative qui dépend à la fois d'un programme formel clair et d'une pratique vivante [...]

«[...] Il semblerait que la question de la minorité tamile à Ceylan soit de triple importance. D'abord, les travailleurs tamils des plantations, descendants d'immigrés, qui produisent pour le marché mondial, sont les créateurs de valeur les plus importants et sont de ce seul fait centraux pour une perspective prolétarienne révolutionnaire [...]. Deuxièmement, la lutte de l'avant-garde léniniste contre le chauvinisme cingalais parmi les masses travailleuses de la majorité ethnique dominante ne peut pas moins être une précondition au succès d'une révolution que la lutte contre le chauvinisme grand-russe l'était pour les Bolchéviks. Troisièmement, pour l'extension de la révolution, il se pourrait bien qu'au moins la population laborieuse du sud de l'Inde considère le sort fait aux tamils comme le test clé de l'authenticité des intentions révolutionnaires des ceylanais.

«Mais après la réunification du LSSP en 1950, nous n'avons pratiquement vu aucune reconnaissance de ces considérants [...]. Au contraire, nous constatons que l'alternative du LSSP a été successivement: un horizon national, un axe parlementaire, une adaptation au chauvinisme communautaire cingalais «anti-impérialiste», la collaboration de classe, la trahison

ouverte, la complicité dans une boucherie contre-révolutionnaire. Pour des révolutionnaires, une ligne principielle de lutte de classe dans leur propre pays représenterait une contradiction intolérable en l'absence d'une politique internationaliste poursuivie avec énergie, se reflétant au niveau national dans la question du prolétariat tamile des plantations et la lutte contre le chauvinisme cingalais, qui est nécessairement la cause primaire du communalisme [...].

«[...] Avoir contacté le Sri Lanka Freedom Party en novembre 1951 pour un accord de non-agression sur la base du radicalisme verbal de ce parti, c'était déjà un crime du point de vue de la révolution permanente et de la perspective concrète de la révolution prolétarienne sur cette île. L'agitation centrale du SLFP, c'était évidemment «cingalais seulement». Du point de vue des travailleurs tamils des plantations, il est impossible de considérer le SLFP comme une espèce de «moindre mal» avec lequel des révolutionnaires signeraient des accords de non-agression [...].

«Il faut dire quelque chose sur le soulèvement de la jeunesse cingalaisé organisé par le JVP en avril 1971 [...] Le fait qu'un tel soulèvement, évidemment préparé de façon conspirative pendant toute une période, ait pu être une surprise abrupte pour tous les secteurs de l'establishment politique à Ceylan apparaît comme un réquisitoire à la fois contre le caractère artificiel et fermé du milieu parlementaire, et de la fixation de tous les éléments politiques déjà établis sur ce milieu.»

— Lettre à Samarakkody, 27 octobre 1973, reproduite dans *International Discussion Bulletin* [de la TSI] n° 3, 3 mai 1974



Workers Vanguard

Des ouvriers noirs de l'automobile à Détroit participent à la manifestation organisée par la Spartacist League/US contre la terreur raciste du Ku Klux Klan, novembre 1979.

camarades ont donc été très principaux, très forts, et très audacieux, mais confrontés à la moindre occasion, parce qu'il y avait une scission dans le LSSP, ils ont dit : oh, c'était une erreur tactique. [...]

Ce n'est pas si étonnant que ça. Il semble que le débat sur le front populaire ait vraiment fait rentrer dans la tête des dirigeants du RWP ce qu'on leur disait depuis le début : le centralisme démocratique international de la TSI ne permet pas de passivité politique diplomatique envers la ligne et le travail publics d'aucune section, fût-elle ceylanaise. Le prochain acte du camarade Samarakkody consista donc à se lancer dans une provocation honteuse. Ayant participé sur notre invitation à une commission de contrôle convoquée à la demande des camarades australiens pour examiner des accusations disciplinaires sérieuses contre un ancien dirigeant de la section, le camarade Samarakkody se prétendit incapable de tirer la moindre conclusion des témoignages, tout en niant hypocritement qu'il contestait le moins du monde la véracité des nombreux témoins et dépositions. Cette conduite répugnante ne faisait que révéler la peur du RWP de rompre avec la conférence de façon politique-nette.

Les délégués avaient d'ailleurs déjà reconnu que la fusion n'était pas possible à cette conférence. Mais en marxistes sérieux, loin de vouloir couper court aux débats, nous avons tenté d'utiliser cette occasion obtenue grâce à beaucoup d'efforts et de dépenses pour échanger nos opinions. Cependant, avant que ne commence le point principal de l'ordre du jour sur Ceylan, la délégation du RWP nous informa simplement que «l'atmosphère n'était pas propice à une fusion», fit ses bagages et partit. Ainsi, le RWP rejeta la possibilité d'argumenter en faveur de sa conception du «trotskysme» devant des centaines de trotskystes — une occasion d'appeler la base de la TSI à se débarrasser de sa direction «sectaire», par exemple — et

montra par là que ses dirigeants étaient guidés par le plus étroit des soucis manoeuvriers. Après de longues années de lutte honorable, quoique partielle, contre le révisionnisme qui a détruit la réputation du prétendu trotskysme à Ceylan, les dirigeants fondateurs du RWP ont montré qu'ils sont finis.

En dépit de la sortie lâche du RWP, la discussion de la conférence sur Ceylan apporta des clarifications. Le RWP «est venu peut-être sans savoir qu'il avait à choisir entre le LSSP et la TSI», dit un délégué de la section française. «Ils ont compris. Et ils ont choisi», dit-elle. Un autre délégué raconta une discussion informelle entre deux femmes de la TSI et les membres de la délégation du RWP, où ces derniers montrèrent que les autocritiques répétées du RWP sur son manque de membres tamils et femmes n'étaient que des os jetés à ronger à la TSI, et n'avaient rien à voir avec les véritables choix politiques du RWP :

«Il y a des femmes qui assistent à leurs cours de formation, mais la question femmes n'y est pas soulevée. Ils ne voient pas la nécessité d'un travail spécial pour attirer les femmes dans l'activité syndicale (35 pour cent du syndicat de [l'un des représentants du RWP] sont des femmes). Ils déclarèrent que puisque cela coûtait quatre ou cinq fois plus de travail de recruter une femme qu'un homme, c'était une priorité de recruter quatre ou cinq hommes [...] les femmes les rejoindraient dans une période de montée de lutte de classes.»

Un autre délégué se leva pour poser la question rhétorique :

«Qu'est-ce que cela signifierait si nous appliquions cette méthode aux noirs américains, qui sont cinq fois plus difficiles à recruter et posent cinq fois plus de problèmes à l'intérieur quand on les recrute ? Peut-être devrions-nous diriger tous nos efforts vers les américains blancs et simplement attendre des noirs qu'ils se rallient à nous dans un soulèvement révolutionnaire ?»

Il fut noté que la brochure du RWP sur la question tamile («La question de la minorité tamile et le Revolutionary

Des militants de la Trotskistische Liga Deutschlands défilent à Francfort le 1er mai 1979. Sur les pancartes: A bas la réaction islamique! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Iran! Allemagne fédérale hors de l'OTAN!

Kommunistische Korrespondenz



Workers Party») est purement axée sur les droits civiques et ne dépasse pas les revendications démocratiques.

Les camarades qui étudiaient le cingalais en vue d'une fusion jouèrent un rôle actif dans la discussion. L'un d'eux fit un rapport sur un article du RWP en trois parties sur l'Iran («Le soulèvement révolutionnaire populaire en Iran», *Panhi Patana*, 15 janvier, 1er février et 15 février 1979) qui infirmait les prétentions répétées du RWP à être en accord avec la position de la TSI de ne donner aucun soutien aux mobilisations pro-Khomeiny. Une autre donna un exemple qui montre bien l'obsession parlementariste du RWP: «Le RWP a 12 membres à part entière et 6 candidats-membres. Ils ont donc présenté aux élections parlementaires ... 18 candidats!»

Mais le RWP, qui avait lâchement battu en retraite, n'était pas là pour répondre. Et dans les mois qui ont suivi la conférence, nous n'avons pas entendu un seul mot politique substantiel de la part de la direction du RWP, encore moins une évaluation de la conférence et une justification de leur rupture.

La lutte pour la continuité du trotskysme révolutionnaire

En battant lâchement en retraite de la conférence de la TSI, les délégués du RWP ont montré que leur prétendu internationalisme n'était que superficiel. Ils avaient cherché non pas une interpénétration réelle, mais une alliance de cérémonie qui laisse chaque partenaire libre de poursuivre ses aspirations nationales sans l'intervention d'un collectif international vivant. Ceylan est une petite île où tout le monde a des liens internationaux; même un ultra-réformiste syndical comme Bala Tampoe trouve que ça vaut la peine d'être associé au SU. Il semblerait que le groupe Samarakkody a même cherché à exagérer ses liens avec la TSI. Ainsi, le principal journal de gauche en anglais à Ceylan, le *Lanka Guardian*, reflétait la croyance générale lorsqu'il parlait du «groupe de M. Edmund

Samarakkody qui est affilié à la fraction spartaciste du mouvement trotskyste mondial» (1er novembre 1978). Mais la TSI n'a que faire de «sections» dont la pratique nationale ferait une farce de notre centralisme démocratique international. Le RWP devra chercher ailleurs des partenaires pour ce genre d'entreprise.

Le RWP est l'aile gauche organique du LSSP. Et le LSSP est aujourd'hui méprisé à bonne raison par les masses ceylanaises comme faisant corps avec le gouvernement de coalition de Madame Bandaranaike, qui a poussé l'économie à la pénurie et assassiné des milliers de jeunes radicalisés. Mais le RWP voit dans la déroute du front populaire aux élections la fin de la politique de gauche à Ceylan. S'il n'y a rien «de gauche» qui se passe au parlement, c'est qu'il ne se passe rien nulle part, même si le JVP peut rassembler 50.000 personnes pour manifester le 1er mai à Colombo. Il est tragique que sur une île où le prétendu trotskysme a historiquement eu une base de masse, ce soient aujourd'hui les jeunes néo-staliniens du JVP qui apparaissent comme les symboles d'une opposition militante au front populaire.

Le groupe Samarakkody est la concrétisation de l'observation qu'aucun courant révolutionnaire national ne peut poursuivre un cours authentiquement révolutionnaire dans un isolement prolongé de la lutte pour construire un parti mondial. Dès la constitution de notre tendance, le noyau américain de la TSI a lutté pour sortir de son isolement national forcé. A travers ce long processus, nous nous sommes rendu compte que les principaux courants internationaux du prétendu trotskysme étaient fondamentalement moribonds sur le plan programmatique. Nous avons donc adopté la perspective de lutte pour la «renaissance» de la Quatrième Internationale plutôt que pour son rafistolage («reconstruction»).

Nous étions cependant conscients qu'il existait des groupes locaux qui n'avaient pas été liés solidement au programme liquidationniste du pablisme, et nous avons essayé de venir aux prises avec eux. L'Organisation communiste internationaliste (OCI), qui se prétend

continuatrice de la lutte de 1951-53 pour le trotskysme orthodoxe comprenait le plus grand rassemblement de cadres qui remontent au mouvement trotskyste du temps de Trotsky: c'est donc vers elle que nous nous sommes tournés le plus longtemps, dans l'espoir qu'un pan entier de ces cadres romprait sur des questions essentielles avec le cours droitier de l'organisation. Mais il n'y eut pas de cassure parmi les cadres de l'OCI lorsque ses apologies stalinophobes en faveur de la social-démocratie au Portugal, soutenue par la CIA, révélèrent que l'OCI avait — comme le SWP américain — qualitativement dégénéré de l'orthodoxie anti-pabliste aux appétits réformistes.

Notre longue expérience fraternelle avec les camarades ceylanais du groupe Samarakkody a été notre effort le plus notable pour trouver, comme le disait James P. Cannon, «les cadres initiaux de la nouvelle organisation dans l'ancienne». Le dernier acte révolutionnaire décisif de ce groupe eut lieu en 1964, juste au moment de la fondation de la tendance spartaciste comme organisation indépendante aux Etats-Unis. Si nous avions été capables d'intersecter les camarades ceylanais avec force à cette époque, il est concevable qu'ils auraient pu être gagnés au trotskysme authentique. Mais les quelque 40 américains qui constituaient alors notre tendance auraient eu bien peu d'autorité aux yeux d'anciens dirigeants d'un parti à base de masse.

Depuis que ce fragment de continuité trotskyste qui a fondé notre tendance a émergé du SWP, la TSI a gagné beaucoup de jeunes militants d'organisations prétendument trotskystes, mais pas les vétérans dont l'expérience aurait pu aider à former la nouvelle génération de révolutionnaires. Nous ne regrettons donc pas d'avoir entrepris de passer par cette expérience de clarification politique avec le RWP. Si elle avait été favorable, elle aurait eu une valeur politique incalculable pour la reconstitution d'une internationale révolutionnaire

authentique — et de toute façon, cela n'aurait pas pu être laissé irrésolu.

Nous allons de l'avant

La première réunion plénière du Comité exécutif international élu à la conférence se concentra sur la question de comment exploiter la position trotskyste unique de la TSI, «A bas le chah! A bas les mullahs!» pour attaquer de pied ferme les pseudo-gauchistes qui se rendaient complices des attaques de la théocratie chauvine perse de Khomeiny contre les minorités nationales, les travailleurs du pétrole, les paysans sans terre et les femmes en Iran.

De plus, comme nous l'indiquions dans le document de la conférence:

«La campagne des «droits de l'homme» de Carter, ranimant la rhétorique de la guerre froide dans le but de réarmer moralement l'impérialisme américain après le Vietnam et le Watergate, a conditionné un rapide mouvement à droite du mouvement pseudo-trotskyste. [...]

«La majorité du SU vient très récemment d'adopter le crétinisme parlementaire anti-soviétique des euro-communistes. [...] L'OCI est maintenant devenue essentiellement réformiste. Ainsi, l'abandon par la majorité du SU d'un maintien même formel de la position trotskyste sur la question russe laisse à la seule TSI l'héritage de la défense de l'Union soviétique.»

La justesse de cette déclaration a été démontrée de façon entière et dramatique par les menaces de troisième guerre mondiale de Carter autour de l'Afghanistan — lesquelles exigent une défense militaire sans équivoque de l'Union soviétique contre l'impérialisme US. Les pseudo-trotskystes trébuchent d'une ligne à l'autre en marmonnant



Workers Vanguard

New York, février 1980. La Spartacus Youth League s'en prend directement aux menaces de guerre de Carter. Sur la banderole: Non à la conscription! Salut à l'Armée rouge! Ecrasez la réaction islamique!

que d'une certaine façon, les mullahs afghans sont moins «progressistes» que leurs frères de l'autre côté de la frontière iranienne. Nos mots d'ordre clairs «Salut à l'Armée rouge!» «Etendez les acquis sociaux de la Révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan!» élèvent de façon tranchante notre profil comme l'alternative trotskyste au confusionnisme centriste ou à ceux qui soutiennent carrément l'anti-soviétisme impérialiste.

Mais ces développements — s'ajoutant à des possibilités de regroupement offertes par les réalignements fractionnels inattendus de la scission du SU — mettent fortement à contribution les capacités de nos groupes de propagande européens en particulier. Les possibilités objectives de regroupement de la TSI ne se limitent d'ailleurs pas à la polarisation au sein des diverses ailes en compétition du prétendu trotskysme. En Allemagne et en Angleterre en particulier, toute notion de «maoïsme de gauche» est devenue complètement insoutenable depuis que la bureaucratie chinoise essaye de dépasser les démocrates chrétiens et les Tories en belliquosité anti-soviétique. Plus que jamais il nous faut chercher à intervenir dans la «crise du maoïsme». Même certains des partis communistes réformistes pro-Moscou ont adopté une attitude anti-OTAN plus militante, qui pourrait augurer d'une plus grande réceptivité à la base au programme trotskyste de défense des acquis d'Octobre à travers la révolution politique contre les castes bureaucratiques staliniennes et la révolution socialiste contre le capitalisme. Si nos groupes de propagande surchargés laissent cette panoplie de possibilités nous passer à côté, l'histoire ne sera pas tendre dans son verdict.

Dans ce contexte, nos sections européennes n'ont ni les forces ni les liens avec les masses pour maintenir plus qu'une présence externe et épisodique dans les luttes de classe centrales, comme actuellement la grève de la sidérurgie britannique qui tend à échapper au contrôle des dirigeants syndicaux du Labour. Paradoxalement, la SL/US américaine, qui a lutté pendant une dizaine d'années pour échapper à l'isolement national déformant, devient aujourd'hui, de par sa capacité d'agitation sélectionnée, un contrepoids aux sections européennes dont la tâche principale doit rester la propagande communiste et la lutte pour le regroupement. La modeste implantation syndicale de la SL/US et son expérience grandissante parmi les

travailleurs noirs (une caste de couleur opprimée, et dans un sens, la plus proche approximation américaine d'une colonie intérieure) représentent un fil fin, mais crucial, qui relie les sections européens à des luttes vivantes.

Mais l'Europe et l'Amérique ne font pas le monde. La concentration de la TSI dans les nations industrialisées constitue une faiblesse évidente qu'il faut dépasser avant que la Ligue trotskyste internationale, le noyau programmatique d'une Quatrième Internationale reforcée, puisse émerger. C'est à travers un patient travail de diffusion de documents spartacistes en perse dans les milieux émigré et étudiant qu'il nous faut tâcher de forger un noyau communiste parmi les militants iraniens ébranlés par les conséquences sanglantes de leur suivisme par rapport à la réaction cléricale chi'ite. Nous devons porter notre lutte contre le centrisme de gauche du groupe Samarakkody à Ceylan même. La renaissance de la Quatrième Internationale exige une lutte pour implanter une présence communiste au Japon et en Asie du Sud, au Proche-Orient, en Amérique latine, en Afrique du Sud et dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés.

Nos forces sont faibles par rapport à notre but, qui est de faire la révolution prolétarienne partout sur cette planète. Mais c'est seulement le programme révolutionnaire authentique de la TSI qui peut armer politiquement le prolétariat pour la conquête du pouvoir d'Etat à l'échelle mondiale. Aucune aile du SU ou de l'ex-SU ne représente ne serait-ce qu'une approximation d'une perspective trotskyste; en fait, le programme du «Bureau de Londres» centriste des années 30 a l'air bien en comparaison. Après la scission, les centristes qui sont restés dans le camp du SU se trouveront de plus en plus étroitement liés au SWP américain réformiste, tandis que les éléments de gauche qui ont suivi Moreno parce que sa manoeuvre bonapartiste s'est parée d'un prétexte gauche en scissionnant sur le Nicaragua doivent à présent voir clairement la vraie nature du bloc Moreno-OCI, démasquée par le soutien aux réactionnaires islamiques anti-communistes en Afghanistan. Ces nouvelles alliances sont bâties sur du sable; elles sont cyniques et profondément anti-internationalistes. Seule la lutte léniniste de la TSI pour une unité internationale principielle basée sur le programme peut unir les travailleurs du monde entier dans la lutte pour la révolution internationale. ●

Abonnez-vous !

Le Bolchévik nouveau format agrandi à partir de janvier 1980.

- Dans le n° 14, décembre 1979, « Scission dans le Secrétariat unifié »
- Dans le n° 15, janvier 1980, « Lambert/Moreno: le plus pourri des blocs »
- Dans le n° 16, mars-avril 1980, « Lettre ouverte au Comité paritaire »

Passez vos commandes dès maintenant:
B.P. 401 02 75424 Cédex 20. Tél. 208 01 49



Réponse à nos critiques

Pas de « soutien critique » au front populisme

A la première conférence de délégués de la tendance spartaciste internationale s'est déroulée une discussion sur la question de la politique électorale révolutionnaire envers les partis ouvriers participant à des coalitions de front populaire. Nous publions ci-après les présentations et sommaires des camarades Jan Norden et James Robertson:

Présentation de Norden

Camarades, la question de la politique électorale des bolchéviks envers le front populaire a été présentée par le Secrétariat unifié comme une simple tactique, et nous nous sommes fait connaître ces dernières années pour notre position qui est que c'est une question centrale, stratégique, particulièrement dans cette période.

Il y a une citation d'une lettre de Trotsky à la section hollandaise qui dit que le front populaire «est la question centrale de la stratégie de classe prolétarienne en cette époque» et le «meilleur critère pour différencier le bolchévisme du menchévisme» [«La section hollandaise et l'Internationale» (15-16 juillet 1936), *Writings of Leon Trotsky (1935-36)*]. Comme vous le remarquerez, différents passages de cette citation reviennent souvent dans notre presse. J'aimerais juste mentionner ce soir deux autres choses qui sont dans la même citation clé. La première est que Trotsky ne s'en prend pas seulement à ceux qui soutiennent directement le front populaire, mais également à ceux qui «cherchent à faire passer cette question pour une manoeuvre tactique ou même technique, pour être en mesure d'écouler leur camelote dans l'ombre du Front populaire». La seconde est qu'il présente la Russie en 1917, de février à octobre, comme «le plus grand exemple historique de front populaire». C'est là qu'il faut chercher le précédent bolchévique sur cette question.

Nous avons très peu de temps, aussi j'aimerais concentrer sur les points essentiels. Et le point central que je pense que nous avons à faire ici est que donner un soutien électoral à ce qu'on appelle les «partis ouvriers du front populaire» est, en fait, la politique de soutien critique — soi-disant «soutien critique» — aux fronts populaires des réformistes et des centristes qui prétendent être dans la tradition du trotskysme. Autrement dit, ils veulent donner un «soutien critique» au front populaire sans franchir ouvertement, directement et indiscutablement la ligne de classe, aussi donnent-ils un «soutien critique» aux partis ouvriers du front populaire. En fait, cette politique demande aux ouvriers de mettre en place une formation politique *bourgeoise*. Elle appelle à voter pour les partis de masse du front populaire. Dans beaucoup de cas, pas

moins de 95 pour cent de l'ensemble des votes pour le front populaire vont en fait aux partis ouvriers du front populaire. Ce fut le cas au Chili en 1970, également en France au début des années 70, et de manière classique en Espagne, là où Trotsky fit constamment référence à la composante bourgeoise du Front populaire comme «l'ombre de la bourgeoisie». Et, comme Trotsky l'a dit à propos de la politique front-populiste du POUM, «*Il ne peut y avoir de plus grand crime qu'une coalition avec la bourgeoisie dans une période de révolution socialiste.*» [«Pas de plus grand crime», *La révolution espagnole (1931-39)*]

Maintenant, dans le but de justifier cette politique, des opportunistes utilisent fréquemment de nombreux arguments sophistiqués essentiellement pour nier que le front populaire soit, en fait, une formation politique bourgeoise. Les mandéliens ont nié que l'Union de la gauche en France, ou le gouvernement d'Unidad popular du Chili dirigé par Allende, aient été des fronts populaires, afin de mettre en pratique leur politique de vote pour les partis ouvriers du front populaire. Un autre argument qu'ils utilisent est qu'un front populaire est essentiellement identique à un parti ouvrier social-démocrate au pouvoir, surtout dans un pays impérialiste. En glissant sur le caractère de classe capitaliste du front populaire, ils disent en fait aux travailleurs : «Regardez, ces gens font partie de notre classe et vous pouvez leur demander n'importe quoi. Bien sûr, ce sont des traîtres et ils essaieront de repousser les justes revendications des travailleurs, mais il leur est historiquement possible de dépasser les limites du capitalisme pour écraser le fascisme et empêcher la guerre impérialiste, et ainsi de suite.» C'est l'argument qu'ils utilisent. Mais, en fait, le front populaire, parce que c'est une formation bourgeoise, parce que son programme doit nécessairement être celui des éléments soi-disant les plus «modérés» que sont les composantes bourgeoises du front populaire, ne peut pas dépasser les limites du capitalisme. Et en aidant à mettre le front populaire au pouvoir, ceux qui donnent un soutien électoral à ses candidats partagent la responsabilité d'avoir érigé un barrage sur la voie de la révolution et d'avoir contribué à la victoire de la réaction. C'est donc pour nous une question centrale et non simplement une manoeuvre tactique de second ordre.

Ceci a été une divergence constante entre nous et le Secrétariat unifié et divers centristes dans les années passées. Mais c'est redevenu particulièrement important à la lumière de la perspective d'unification entre la tendance spartaciste internationale et le Revolutionary Workers Party [RWP] de Sri Lanka. Dans l'unification qui est projetée, le terrain le plus clair de divergences existantes et actuellement exprimées est précisément de savoir s'il est principal et correct de donner un soutien électoral à un parti quelconque du front populaire, et c'est justement de

cette façon que nous voyons la question. Le camarade Robertson, dans sa lettre au camarade Samarakkody, formula l'importance centrale de soulever des critères de classe et pas simplement le critère « progressiste contre réactionnaire ». Et dans une lettre complémentaire de moi-même et du camarade Sharpe, nous avons insisté sur l'importance centrale, pour les trotskystes, du fait que toute tactique électorale doit exprimer le principe marxiste fondamental de l'indépendance politique du prolétariat. Aussi, je ne veux pas revenir sur ces points; je veux faire quelques autres remarques.

La première à propos de la Russie en 1917. L'exemple du mot d'ordre bolchévique « A bas les dix ministres capitalistes » est fréquemment avancé par ceux qui argumentent pour un soutien électoral aux partis ouvriers bourgeois participant à un front populaire. C'est aussi le cas pour le RWP et je pense que c'est fréquemment perçu comme un argument contre nous à cause d'un malentendu — ou peut-être d'une interprétation volontairement fautive — de ce que nous voulons exprimer quand nous disons que, dans un front populaire, la contradiction au sein des partis ouvriers bourgeois a été supprimée. A la fin des années 30, le camarade Shachtman écrivit un article sur les élections espagnoles dans lequel il exprimait notre conception tout à fait clairement. Il expliquait que lorsque les partis ouvriers rejoignent un front populaire, « politiquement parlant, ils apparaissent devant les masses en *un seul parti* avec la bourgeoisie » [« Les élections espagnoles et le Front populaire », *New Militant*, 14 mars 1936]. Et il souligna cela et insista dessus. La revendication des Bolchéviks en 1917 était que *si* les menchéviks rompaient, et *si* les SR de gauche rompaient avec leurs alliés bourgeois du gouvernement provisoire et avec le corps des officiers, et formaient un gouvernement reposant sur les soviets, alors ils les soutiendraient contre la réaction — mais alors *seulement*. Et c'est exactement en cela que consiste notre politique d'opposition conditionnelle à ces partis réformistes et centristes dans un front populaire : c'est leur dire, *si* vous rompez avec le front populaire, *alors* nous pouvons considérer une politique de soutien critique à votre candidat, mais pas avant.

Maintenant, la seconde remarque est que ce n'était pas une politique constante des Bolchéviks. De juillet à la fin août, ils n'ont pas avancé cette position, à un moment où les menchéviks et Kérénsky se plaçaient à la pointe de la réaction et de la répression réactionnaire.¹ [Les Bolchéviks n'ont pas non plus utilisé cette tactique après avoir obtenu une majorité à Petrograd à partir de la mi-septembre.] Comme un camarade l'a dit, « quand les communistes ont une majorité dans la population ouvrière ou dans les soviets, nous sommes inconditionnellement opposés au coalitionnisme électoral avec qui que ce soit. »

La troisième remarque est celle-ci, camarades : quand vous allez déposer un bulletin dans l'urne ou quand vous dites aux travailleurs quoi mettre dans l'urne, ce n'est pas seulement une question électorale. Un gouvernement va sortir de ça. Et un gouvernement bourgeois de front



Kérénsky et son entourage.

populaire en période de soulèvement ouvrier est un blanc-seing pour le fascisme, un blanc-seing pour la guerre impérialiste. Si vous n'avez pas averti les travailleurs à l'avance que c'est cela que va signifier l'élection d'un front populaire, vous êtes complices de ce qui va suivre. La tâche clé des marxistes est de préparer le prolétariat afin qu'il puisse résister à ses faux amis et voir qui sont ses vrais ennemis.

Maintenant, la Russie en 1917 n'était pas un exemple de parlementarisme bourgeois, mais [la question du coalitionnisme, du front populisme, était néanmoins une question centrale. Et] si les Bolchéviks avaient flanché — bon, en fait, ils ont flanché une fois, et la seconde fois ils l'ont presque fait — mais si cela avait été leur politique dominante, il n'y aurait pas eu de Révolution d'Octobre.²

Bon, deux autres points, en vitesse. Les gens disent fréquemment que, dans les années 30, les trotskystes n'avaient pas notre politique en France. Sans aucun doute cela va être soulevé dans la période de discussion. Mais j'aimerais attirer l'attention sur la façon dont Trotsky formula la question en 1921 dans ses messages au parti français [voir « Sur le front unique », *The First Five Years of the Communist International*]. Il disait que *si* — encore une fois il présentait cela comme un préalable — les Dissidents acceptaient de rompre le Cartel des gauches

² Avant le retour de Lénine en Russie en avril, la *Pravda*, sous la direction de Kamenev et Staline, adopta une politique de soutien conditionnel au gouvernement de coalition du prince Lvov (le célèbre soutien « dans la mesure où... »). Lénine dut mener un combat incisif contre cette politique qu'il considérait comme une divergence sur les principes. Et en octobre, Zinoviev et Kamenev s'opposèrent à la prise du pouvoir sans une coalition avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui étaient pourtant liés à un « front populaire » avec Kérénsky, Kornilov et les cadets. A nouveau, Lénine menaça de scissionner. Bien loin de donner le moindre soutien politique, aussi critique fût-il, à la coalition, la stratégie de Lénine, d'avril jusqu'à l'insurrection d'octobre, fut précisément de se battre pour le renversement du front populaire par les soviets.

¹ Comme l'a écrit Trotsky, « A partir de là, le slogan « le Pouvoir aux Soviets » équivalait à l'insurrection armée contre le gouvernement et ces cliques militaires qui marchaient avec lui. Mais mener une insurrection pour la cause du « Pouvoir aux Soviets » quand les soviets ne voulaient pas le pouvoir était un non-sens évident » (*Histoire de la Révolution Russe*, vol. 2, ch. 13, « Les Bolchéviks et les Soviets »).

avec la bourgeoisie, alors on pourrait parler de tactiques de front unique avec le Parti communiste. Mais seulement dans ce cas.

Et finalement, explicitement sur le RWP: ce que nous trouvons de plus gênant et de plus potentiellement découvert dans vos propres positions c'est la contradiction entre votre politique ou vos déclarations de vouloir donner un soutien électoral aux partis ouvriers d'un front populaire d'un côté, et de l'autre côté le fait d'avoir pris la mesure, nécessaire pour tout bolchévik, de voter contre le gouvernement de front populaire bourgeois. Il peut y avoir des questions tactiques, mais en 1964 le vote pour renverser le gouvernement de coalition de Bandaranaike [composé du Sri Lanka Freedom Party et du Lanka Samasamaja Party ex-trotskyiste] était obligatoire pour tout véritable bolchévik ou trotskyste. Nous considérons cet acte courageux comme un acte que nous défendons, un acte dont nous nous sommes réclamés dans certains des documents de préparation à cette conférence. Nous considérons cet acte en contradiction avec vos déclarations actuelles et avec celles de votre dernière lettre à ce sujet.

Présentation de Robertson

En 1966, au nom de la Spartacist League des Etats-Unis, j'ai tenté de faire une déclaration à une conférence internationale [la Conférence de Londres du Comité international de Healy] assez semblable de par son manque de popularité à celle que vient de faire le camarade Edmund. [rires] Nous avons bon espoir que la fin de l'histoire sera qualitativement différente. [rires] Il serait approprié de dévoiler à présent le codicille secret des articles de l'accord qui ont été élaborés à Sri Lanka il y a deux mois environ. Nous sommes tombés d'accord pour fournir au RWP les noms de nos opportunistes s'ils nous donnaient les noms de leurs sectaires. [rires]

Bon, mes remarques peuvent être généralement groupées sous le titre, comme je l'ai dit, «Le coalitionnisme électoral et les communistes». Je veux premièrement aborder un point qui devra être résolu dans les débats du Comité exécutif international entrant; mais j'aimerais bien en donner une idée en une phrase ou deux. Comme c'est parfaitement clair pour quiconque a entendu le camarade

Samarakkody, du point de vue subjectif [il a exprimé] sur tous les plans son hostilité et son opposition intenses aux gouvernements de front populaire de Sri Lanka. Le point sur lequel porte le débat tourne en réalité autour des rapports entre le LSSP-R, qui est maintenant le RWP, et le LSSP. Il a été dit explicitement que la raison pour laquelle, vers 1972, le RWP en est venu à regretter son vote qui a contribué à renverser le gouvernement de front populaire, était qu'il voulait, à l'époque, renouveler ses avances en direction du LSSP.

Dans un certain sens, l'expérience de front populaire était chimiquement pure à Sri Lanka comme elle ne l'a pas été au Chili, en Espagne ou en France. Parce que le front populaire à Sri Lanka a eu la possibilité de se prolonger encore et encore et encore, de se dissiper de lui-même sans être destitué par des généraux contre-révolutionnaires ou l'action de fascistes de l'intérieur ou de l'extérieur. Le Sri Lanka Freedom Party est, du moins pour le moment, discrédité, mais le Parti communiste est fort endommagé, et le LSSP est un cadavre — il est mort! Sa base syndicale s'est désintégrée, il a perdu ses jeunes, ses femmes, les tamils le haïssent en tant que parti chauvin d'une nation dominante. Et le LSSP-R, devenu le RWP, s'est lié au LSSP — qui est un cadavre — et on les considère comme une scission de gauche du LSSP, mais toujours dans son orbite — comme faisant partie des «vieux» du LSSP — les meilleurs parmi une bande de canailles. Où sont passés les éléments subjectivement révolutionnaires à Sri Lanka? Je suis obligé de rapporter qu'à Ceylan, où les trotskystes avaient la prédominance sur les staliniens, ce sont les staliniens qui ont gagné pour le moment. La jeunesse des partis staliniens, influencée par le maoïsme, a rompu avec eux et constitué les cadres de fondation du JVP [Janatha Vimukthi Peramuna — Front de libération du peuple]. Nous savons bien que le JVP ne représente que des front populistes avec un fusil, à l'image du MIR au Chili. Mais il se trouve qu'il rassemble quelque chose comme 20.000 des jeunes gens et jeunes femmes qui sont des militants ceylanais plus ou moins révolutionnaires subjectivement. Ni jeunes, ni femmes, ni tamils ne tournent autour de l'odeur de mort qui émane du LSSP. A Sri Lanka, le JVP a une réputation d'opposition intransigeante au front populaire. Ils ont 20.000 membres — le RWP en a 20, et pas de femmes ni de tamils. Ceci est une question qui doit être poursuivie dans l'Exécutif international.

Il n'y a rien de spécial, d'inventif ou qui exprime une créativité inhabituelle sur le plan du marxisme dans la



La coalition à Sri Lanka a apporté le racisme, la répression, l'austérité. La vieille garde du LSSP (de gauche à droite): Leslie Goonewardena, N.M. Perera, Colvin R. De Silva.

position défendue par la TSI. Nous essayons simplement d'appliquer l'expérience bolchévique, spécialement de la façon dont elle s'exprime dans la période de février à octobre 1917, dans le mouvement moderne; ça remonte même à plus tôt que 1917; fondamentalement, ça remonte aux écrits de Luxembourg sur le coalitionnisme dans la Deuxième Internationale au tournant du siècle. Bien sûr, le Socialist Workers Party américain aime bien faire remarquer que coalitionnisme n'est pas front populisme tant que les staliniens ne sont pas inclus dans la coalition. Vers 1905, on peut trouver une position très partielle de Lénine, lorsque les Bolchéviks se battaient encore pour un parti ouvrier unifié en Russie. Le Shachtman de la dernière période, cet anti-camarade, adorait citer une de ces positions: «Oh, là où les Bolchéviks sont majoritaires nous nous opposerons au Parti cadet; là où les menchéviks sont majoritaires les Bolchéviks soutiendront loyalement les membres cadets de la Douma.»³ Ceci, de même que la question organisationnelle et d'autres, indique que l'évolution de la Fraction bolchévique des sociaux-démocrates révolutionnaires vers le Parti bolchévique des communistes a été un processus qui s'est étendu sur une décennie.

Et pour ma dernière phrase, laissez-moi vous horrifier par une pensée que je viens d'avoir. Si, en fait, nous n'avions pas cette position qui est la nôtre sur l'opposition aux fronts populaires et le refus de tout soutien électoral à n'importe quelle aile d'un front populaire, je pense que nous devrions faire partie de l'aile gauche de la majorité mandélienne du SU [de leur internationale 2-1/2]. Mais nous sommes des gens sérieux et comptons appliquer jusqu'au bout la logique de *notre* position.

Conclusion de Norden

Les camarades du RWP, ou plus précisément le camarade Samarakkody dans ses lettres à la Spartacist League que nous avons publiées dans notre bulletin interne, a dit qu'un front populaire est un gouvernement de deux classes. Il n'existe pas de gouvernement de deux classes. Comme Trotsky l'a dit, «un cavalier n'est pas un bloc entre un cheval et un homme». Une classe tient les rênes, et dans un front populaire, c'est la bourgeoisie. Deuxièmement, pour ceux qui sont de sincères opposants du front populisme, le soutien électoral aux partis ouvriers dans des fronts populaires n'est pas une tactique. C'est du suivisme maquillé en tactique.

Trotsky avait une bonne expression pour les tactiques. Il

³En 1957, Shachtman se préparait à liquider son Independent Socialist League dans la social-démocratie américaine. Pour justifier son ralliement à un parti qui soutenait les démocrates, il faisait remarquer qu'en 1906, Lénine était favorable au maintien de l'unité avec les menchéviks, quoique ceux-ci voulaient faire un bloc avec les cadets bourgeois dans les élections à la seconde Douma d'Etat. Dans l'article cité par Shachtman, «La lutte contre le cadétisme dans la social-démocratie et la discipline du parti» (*Oeuvres complètes*, vol. 11), Lénine déclarait que «En tolérant des blocs avec les cadets les menchéviks nous ont définitivement montré leur vrai visage: ils sont l'aile opportuniste du parti ouvrier.» Lénine appelait à «la lutte idéologique la plus large, la plus implacable, contre les blocs avec les cadets». Cependant, Lénine ajoutait que, si la position des menchéviks devenait la ligne du parti «Nous tous, membres du Parti, agissons comme un seul homme. Tel bolchévik, à Odessa, devra peut-être jeter dans l'urne un bulletin portant le nom d'un cadet. Bien que ce soit répugnant pour un bolchévik, tandis qu'à Moscou, par exemple, un menchévik votera uniquement pour des sociaux-démocrates tout en déplorant en son coeur de ne pouvoir voter pour les cadets.»

a dit: «Ce n'est pas assez de posséder l'épée. Il faut lui donner du tranchant. Ce n'est pas assez de donner du tranchant à l'épée. On doit savoir comment la brandir.» [«Sur le front unique»] La tactique doit exploiter la contradiction. Ainsi les centristes disent aux partis ouvriers du front populaire: «Rompez avec la bourgeoisie! Rompez avec les avant-coureurs du fascisme et de la guerre impérialiste! Si vous le faites, nous vous soutiendrons — et si vous ne le faites pas, nous vous soutiendrons quand même!» Ce n'est pas une tactique. Nous sommes pour les tactiques.

Un camarade a mentionné qu'aux élections législatives de 1936 en France, [un des deux groupes français qui se réclamaient du mouvement pour la Quatrième Internationale] a maintenu un candidat trotskyste dans une circonscription où le candidat du PC ou du PS s'était désisté en faveur d'un radical. C'est une tactique concevable. Mais ceci n'implique pas nécessairement un soutien critique aux partis ouvriers du Front populaire. En fait, en 1935, c'était précisément la position des trotskystes français. Ils appelaient à présenter des candidats dans ces circonstances, et ne donnèrent de soutien critique à aucun des partis du Front populaire. C'était aux élections municipales de 1935.⁴

Nous recherchons des manières de présenter notre opposition au front populaire d'une façon qui puisse lui donner une puissance de levier tactique. C'est ainsi qu'à une élection canadienne, à un moment donné, nous avons

⁴La seconde moitié de leur politique «électorale» consistait à mobiliser les travailleurs le jour du vote pour disperser une manifestation prévue des réactionnaires (*La Vérité*, 10 mai 1935).

Répertoire de la tendance spartaciste internationale

Ligue trotskyste de France
Le Bolchévik, BP 421 09
75424 Paris Cédex 09, France

Spartacist League/Britain
Spartacist Publications
PO Box 185
London, WC1H 8JE, Angleterre

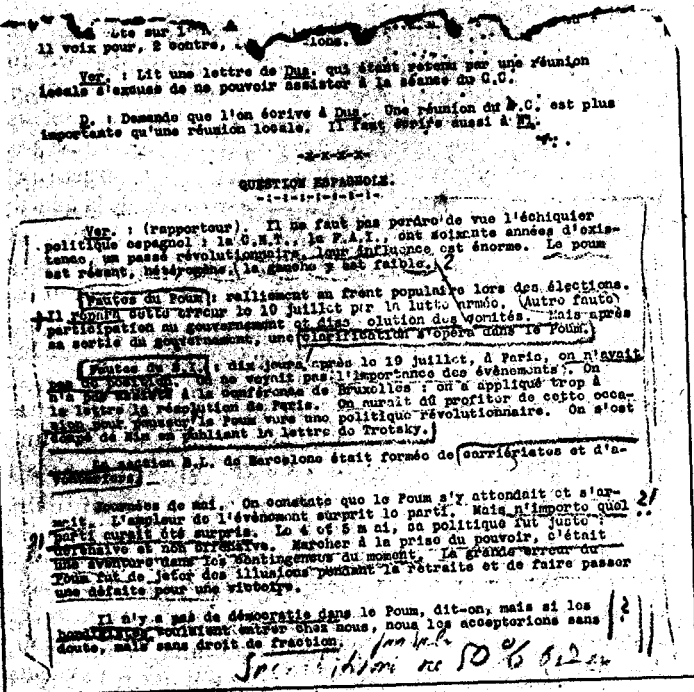
Trotzkistische Liga Deutschlands
Postfach 1 67 47
6000 Frankfurt/Main 1, RFA

Spartacist League/U.S.
Box 1377, GPO
New York, NY 10001, USA

Spartacist Stockholm
Spartacist Publishing Co.
Box 4508
102 65 Stockholm, Suède

Trotskyist League of Canada
Box 7198, Station A
Toronto, Ontario, Canada

Spartacist League of Australia/New Zealand
GPO Box 3473
Sydney, NSW, 2001, Australie



Bulletin interne du GBL : souligné et annoté de la main de Trotsky.

formulé pour la première fois la tactique d'opposition conditionnelle.⁵ Nous étions si énergiques à ce sujet que nous sommes allés chercher un parlementaire du NDP jusqu'à Thunder Bay, pour voir s'il était d'accord pour voter contre la coalition.

Nos tactiques doivent exprimer notre stratégie. Notre stratégie est l'opposition au front populisme. Un camarade a posé une bonne question rhétorique : « Que fait-on lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat du front populaire ? On ne peut même pas distinguer parmi les candidats ouvriers du front populaire et les candidats bourgeois parce qu'ils ne font qu'un. »⁶ De même, dans un parlement, on ne peut pas voter pour la motion des partis ouvriers du front populaire parce qu'il n'y a qu'une seule motion : la motion du

gouvernement, et c'est le gouvernement du front populaire — pour ou contre.

C'est ainsi que ça se passe dans la réalité. Parce que ce à quoi les masses sont confrontées dans leur lutte de tous les jours, c'est au front populaire. C'est un gouvernement bourgeois, et pas une hydre.

Une autre objection habituelle à notre politique d'opposition prolétarienne au front populaire est l'accusation portée contre nous d'aider la droite. Mais à moins d'être prêts à renverser le gouvernement existant, toute forme d'opposition à un front populaire en place laisse la porte ouverte à l'attaque que c'est aider la droite. Pensez aux Journées de Mai de Barcelone.

Je voudrais maintenant dire quelque chose à propos de quelques recherches historiques que j'ai faites, et c'est la question du Front populaire dans les années 30. La position du GBL (Groupe bolchévik-léniniste) français était de soutenir les sociaux-démocrates ou les stalinien dans les circonscriptions où il ne présentait pas ses propres candidats aux élections de 1936. Jusqu'à un certain point cela fut pris, plus tard, après la seconde guerre mondiale, comme un précédent. Ce n'est pas le seul précédent dans l'histoire du mouvement trotskyste, et de loin. En 1942, le POR chilien présenta un candidat aux élections présidentielles contre le Front populaire. Et en 1948, les trotskystes italiens s'opposèrent à tout vote pour le front populaire, mais ils furent critiqués par Pablo.

Donc, quelle était la situation en 1936? D'abord, personne ne prêtait une quelconque attention à cette question. Dans le bulletin interne du GBL, il y a une phrase sur sa politique dans cette élection — et deux pages de discussion dans un bulletin publié plus tard — mais par contre plus d'une centaine de pages sur la scission avec le groupe de Molinier: La politique du GBL ne fut pas non plus mentionnée dans aucun des numéros de *Lutte Ouvrière* qui ont suivi juin 1936. Ce n'était pas considéré comme une question importante. Je ne suis même pas sûr que Trotsky connaissait la position du GBL; peut-être mais ce n'est pas clair. J'ai examiné les archives [de Trotsky à l'Université de Harvard] et Trotsky a écrit de longues notes sur tout, avec trois points d'exclamation à chaque fois que Vereecken ouvre la bouche. Mais on ne trouve aucune annotation sur son exemplaire [du bulletin interne du GBL concernant la politique électorale].

Bon, pourquoi? La raison en est que la politique réelle des trotskystes français — et la politique essentielle de Trotsky à l'époque — était : « Pas de Front populaire mais des comités d'action ! » Voilà ce que le Comité central disait à quelqu'un qui voulait voter pour tous les candidats du Front populaire : « Il ne faut pas oublier le sens politique d'ensemble de la motion du CC sur les élections. Il est le suivant : nous devons expliquer aux prolétaires que ce n'est pas sur le terrain parlementaire que se joue leur sort. Nous les appelons à la lutte pour la révolution sur un autre terrain, et c'est pourquoi les questions de désistement ont un aspect absolument secondaire. » [Bulletin interne du GBL n° 14, 24 avril 1936] Trotsky pensait qu'il allait y avoir une révolution — « La révolution française a commencé », vous vous rappelez ? Et sa position était « des soviets partout » — c'est ce que disait le premier numéro de leur journal en juin 1936. Et c'est ce qu'ont fait les trotskystes français — ils l'ont proclamé ouvertement, leur politique centrale était « Non au crétinisme électoral »; on ne peut pas écraser les fascistes au parlement, il faut des

⁵En 1974, alors que les sociaux-démocrates du New Democratic Party se présentaient dans une coalition de couloir avec les Libéraux, nous avons écrit : « La Spartacist League appelle à une politique d'opposition conditionnelle au NDP dans les élections en cours tant qu'il n'aura pas répudié sa pratique antérieure qui consiste à entrer dans une coalition tacite avec les Libéraux [...]. Les militants dans les syndicats canadiens doivent mener la bataille pour faire voter, dans leurs locaux, des motions exigeant que le NDP répudie sa pratique antérieure de coalition comme condition de soutien du mouvement ouvrier pour les élections. Le soutien du mouvement ouvrier dans ces élections ne devrait être accordé qu'aux candidats du NDP qui répudient la « coalition de couloir » NDP-Libéraux et s'engagent à voter contre. Alors que le NDP dépend toujours des syndicats sur le plan du soutien électoral et financier, sa pratique de coalitionisme mine le principe même d'action politique indépendante de la classe ouvrière (voir « NDP Must Break With Liberals », *Workers Vanguard* n° 47, 21 juin 1974).

⁶C'était la situation dans les élections de février 1936 en Espagne, où le Front populaire présentait une liste unique, et également lorsqu'Allende s'est présenté aux élections présidentielles au Chili en 1970, ainsi qu'en France en 1974 avec Mitterrand. La réponse des partisans du vote pour les partis ouvriers d'un front populaire, c'est d'inventer des nuances bidon. Lors des élections en France en 1974 l'Organisation communiste internationaliste (OCI) appela à voter non pas pour Mitterrand, candidat de l'Union de la gauche, mais pour Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, organisation ouvrière. Or le Parti socialiste l'avait retiré du poste de premier secrétaire, précisément pour rendre cet ex-politicien bourgeois de longue date plus acceptable comme candidat du front populaire.

milices ouvrières. Et ils sont allés former des milices ouvrières. Voilà ce que fut leur politique réelle.

Deuxièmement, je pense qu'il y a une explication à ce que nous considérons comme une politique fautive, c'est-à-dire appeler à voter pour les partis ouvriers du Front populaire. Les trois fractions du parti français étaient faibles sur le Parti socialiste — dans lequel elles avaient été et qu'elles ne voulaient pas quitter [ce qui influença leur politique envers le Front populaire⁷]. Immédiatement après la formation du Front populaire en mai 1935, Trotsky adressa une lettre au Secrétariat international argumentant qu'après le pacte Staline-Laval les Bolchéviks-léninistes ne pouvaient plus rester dans la SFIO et devaient se préparer à une existence indépendante. [«Une nouvelle étape», *Oeuvres*, vol. 5] Molinier répondit que ce serait un crime de quitter le Parti socialiste. Et les trois fractions du parti français mendiaient l'autorisation d'être réintégrées dans le Parti socialiste après avoir été exclues. Il leur fallut six mois rien que pour adopter une résolution pour une attitude agressive envers le Parti socialiste.⁸ Voilà donc le contexte; Molinier n'était pas le seul à avoir une position faible sur le Front populaire — toutes les fractions du parti français avaient cette position.

Je veux insister sur où cela conduit. C'est l'Espagne. Une des choses qui m'a frappé dans mes recherches, c'est que tout dans les journaux trotskystes français, belges, et américains en 1936-37 est sur l'Espagne. Il n'y a presque rien sur la France dans les journaux français après juin 1936. Et chaque fraction du parti français, plus Vereecken et Sneevliet, pensaient que Trotsky avait une politique sectaire sur l'Espagne et que le Secrétariat international avait une politique d'un sectarisme criminel en Espagne parce que le SI appelait à un parti bolchévique indépendant

⁷Par exemple, le 2 novembre 1934, *La Vérité* titrait en première page, «Le Front populaire? Oui, mais pour la lutte». Ou bien encore, après les élections municipales, «Le Front populaire doit agir» (*La Vérité*, 31 mai 1935).

⁸Voir «L'organe de masse» de Erwin Wolf (une brochure écrite sous le nom de Nicolle Braun, traduite en anglais dans *The Crisis of the French Section* par Léon Trotsky, [1935-36]).

là-bas et expliquait que la politique de Nin de soutien au Front populaire était un crime. A peu près tout le monde en Europe, à l'exception du Secrétariat international, pensait que Trotsky avait tort. (A propos, Shachtman joua un rôle dirigeant dans le Secrétariat international pendant cette période.) Trotsky a eu à rappeler à l'ordre non seulement le groupe de Molinier mais également ses propres partisans pour avoir publié des articles louant le POUM.⁹ Vereecken expliquait que les gens qui soutenaient la position de Trotsky en Espagne étaient un «gang d'aventuriers et de carriéristes».

Il y a une logique dans tout cela : parce que leur politique était le soutien critique aux partis ouvriers du Front populaire, parce qu'ils étaient faibles sur le Front populaire, ils ont dit : bon, le POUM a rejoint le Front populaire, malheureusement c'est une erreur, mais vous savez, une erreur n'est pas un crime. Et cela a conduit à la situation suivante : en Espagne, en 1937, il y avait deux groupes trotskystes — l'un qui soutenait Trotsky et le Secrétariat international, et l'autre, dirigé par un certain camarade Fosco, qui soutenait Molinier et Vereecken. Pendant les Journées de Mai de 1937, le groupe du SI publia le fameux tract qui disait : «Pour un gouvernement révolutionnaire, prenez le pouvoir.» Le groupe de Molinier ne publia pas de tract car il ne voulait pas s'opposer au POUM et au Front populaire. Parce qu'il savait par les dirigeants du POUM que ce dernier allait appeler les travailleurs à se démobiliser étant donné que leur insurrection menaçait le gouvernement de Front populaire.¹⁰ Ils donnèrent un «soutien critique» aux partis ouvriers du Front populaire *en brisant la mobilisation pour une révolution potentielle*. Voilà, en fin de compte, où ça mena. Nous avons donc déjà fait cette expérience. Ce n'est pas seulement le POUM — les front populistes avoués qui

⁹Par exemple, *Lutte Ouvrière* du 15 août 1936 écrivait que «De tous les partis traditionnels, seul le POUM avance des mots d'ordre appropriés à la situation et avec un contenu de classe.»

¹⁰Voir *Los Amigos de Durruti, los trotskistas y los sucesos de mayo* (Madrid, 1978) par Frank Mintz et Miguel Pecifia.



Robert Capa/Magnum

Le Front populaire : en écharpe tricolore, Maurice Thorez, le «fils du peuple», s'allie à Léon Blum sous la bannière de la bourgeoisie.



L'Espagne, 1936 : Le POUM accueille le président Azana. « Si le POUM ne s'était pas trainé derrière les anarchistes et n'avait pas fraternisé avec le

« Front populaire », s'il avait mené une politique révolutionnaire intransigeante, alors [...] il aurait été naturellement impulsé à la tête des masses et aurait assuré la victoire » (Trotsky). **La Voz Leninista**, le journal des bolchéviks-léninistes espagnols, oppose « le front révolutionnaire du prolétariat » au Front populaire.



trahissent — mais aussi les centristes qui essaient de réduire les questions principales à de simples tactiques qui peuvent être amenés à soutenir les pires trahisons.

Conclusion de Robertson

Il y a un problème si on considère que la position de la TSI sur les fronts populaires est oehlérienne; c'est que, lorsque quelqu'un tente d'être droitier, il est supposé, du moins dans le commun, être plus fûté qu'un gauchiste. Bon, il y a une difficulté à prendre la Deuxième Internationale comme une abstraction. La Deuxième Internationale a donné naissance de 1917 à 1919 à une Internationale communiste plutôt honorable. Et je présume qu'on aurait dû être mêlé à tout ça avant et pendant cette période. Mais dans la période des années 20 la Deuxième Internationale était moribonde, droitière et largement [ouvertement] dans les bras de la bourgeoisie. Néanmoins la crise de 1929 et la montée du fascisme, ainsi que le tournant à droite de l'Internationale communiste ont précipité un nouveau développement de gauche au sein des partis de la Deuxième Internationale au début des années 30. Il est faux d'avoir une tactique invariable à l'égard du Parti socialiste durant ces trois périodes, comme certains camarades le feraient. Non seulement cela n'a rien à voir avec la question des opportunités révolutionnaires opposées à la trahison, mais ce n'est même pas intelligent.

Et sur ce qui est du JVP, le problème est comment le JVP est perçu pas ce qu'il est effectivement. Le JVP est perçu dans cette île comme une opposition militante, voire insurrectionnaire, qui sait ce qu'il veut. Nous l'avons comparé au MIR chilien, ce qui, bien sûr, n'est pas flatteur pour le JVP — ils préparent simplement une nouvelle

version de front populaire. Mais d'après les éléments dont nous disposons, le LSSP-R — maintenant le RWP — n'est perçu, lui, que comme l'extrême-gauche — avec une ossature de principes — du vieux LSSP. Et le fait est que le trotskysme à Ceylan, qui était naguère la tendance dominante parmi les travailleurs, est retombé à des milliers de pas en arrière.

Le camarade Norden a fait tout cet excellent travail de recherche sur une situation très confuse dans la section française au milieu des années 30. Confronté à cette complexité, j'ai choisi une voie différente. L'organisation trotskyste américaine était exempte de scissions, c'était un porte-parole principal de Trotsky, et elle a opéré dans cette période dans des conditions purement parlementaires. Aussi j'ai choisi d'utiliser les trotskystes américains comme le modèle de ce que Trotsky et la Quatrième Internationale voulaient [en général] dire à l'époque.

Le front populaire a existé aux Etats-Unis à la fin des années 30 sous la forme de la candidature de Roosevelt à la présidence, et de celle de LaGuardia à la mairie de New York. En 1936, les bureaucrates syndicaux, les sociaux-démocrates, les staliniens et les démocrates bourgeois ont inventé un nouveau parti des travailleurs: l'American Labor Party. Il a été créé pour amener dans le camp démocrate quelques centaines de milliers de votes essentiels de l'état de New York. A l'égard de cette expérience, comme à l'égard de toutes les candidatures du PS d'après la scission et du PC, les trotskystes ont eu une opposition implacable et centrale, au nom de leur opposition au front populaire et à tout parti qui soutenait le front populaire. A tel point que jusqu'à cette époque les trotskystes aux Etats-Unis avaient amplement ignoré la politique électorale. Mais, face à la question du front populaire, le SWP a été amené à présenter pour la première fois ses propres candidats, pour souligner son opposition électorale au front populisme. Et [le SWP] était le porte-parole de Trotsky. •

Front populaire

Pas une tactique mais « le plus grand crime »

« La question des questions à présent est le Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à faire passer cette question pour une manoeuvre tactique ou même technique, pour être en mesure d'écouler leur camelote dans l'ombre du Front populaire. En réalité, le Front populaire est la question centrale de la stratégie de classe prolétarienne en cette époque.

Il offre également le meilleur des critères pour différencier le bolchévisme du menchévisme. Car on oublie souvent que le plus grand exemple historique de front populaire est la révolution de février 1917. De février à octobre, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui représentent un excellent parallèle avec les « communistes » et les sociaux-démocrates, se sont trouvés dans l'alliance



la plus étroite, et dans une coalition permanente, avec le parti bourgeois des cadets; avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition. Sous les auspices de ce front populaire se tenait toute la masse du peuple, y compris les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Bien sûr, les Bolchéviks prénaient part aux conseils. Mais ils ne firent pas la moindre concession au front populaire. Leur exigence était de briser ce front populaire, de détruire l'alliance avec les cadets, et de créer un authentique gouvernement ouvrier et paysan.

« Tous les Fronts populaires en Europe ne sont qu'une pâle imitation et souvent une caricature du front populaire russe de 1917, qui après tout pouvait invoquer des justifications bien plus grandes à son existence, car c'était toujours une question de lutte contre le tsarisme et les restes du féodalisme. » [souligné dans l'original]

— Léon Trotsky, « La section hollandaise et l'Internationale » (15-16 juillet 1936), dans *Writings of Leon Trotsky (1935-36)*

* * * * *

« 26. Les Réformistes-Dissidents [les partisans de Jean Longuet] sont l'agence du « Cartel des gauches » au sein de la classe ouvrière. Leur réussite sera d'autant plus grande que la classe ouvrière dans son ensemble sera moins pénétrée par l'idée et la pratique du front unique contre la bourgeoisie. Des couches de travailleurs, désorientés par la guerre et parce que la révolution se fait attendre, peuvent s'aventurer à soutenir le « Cartel des gauches » comme un moindre mal, dans la croyance qu'ils ne risquent rien à le

faire, ou parce qu'ils ne voient pas d'autre chemin à présent.

« 27. Une des méthodes les plus fiables pour contrecarrer dans la classe ouvrière les dispositions et les idées du « Cartel des gauches », c'est-à-dire d'un bloc entre les travailleurs et une certaine section de la bourgeoisie contre une autre section de la bourgeoisie, consiste à promouvoir avec résolution et persévérance l'idée d'un bloc entre toutes les sections de la classe ouvrière contre la bourgeoisie dans son ensemble. [...] »

« 31. La méthode indiquée peut être utilisée de la même manière, et non sans succès, par rapport aux activités parlementaires et municipales. Nous disons aux masses: « Les Dissidents, parce qu'ils ne veulent pas la révolution, ont scindé la masse des travailleurs. Il serait inepte de compter sur leur aide pour la révolution prolétarienne. Mais nous sommes prêts, à l'intérieur comme à l'extérieur du parlement, à conclure certains accords pratiques avec eux, à condition qu'ils s'engagent, dans les cas où il faut choisir entre les intérêts bien connus de la bourgeoisie et les exigences impératives du prolétariat, à appuyer ce dernier dans l'action. Les Dissidents ne seront capables de telles actions que s'ils renoncent à leurs liens avec les partis de la bourgeoisie, à savoir le « Cartel des gauches » et sa discipline bourgeoise. »

« Si les Dissidents étaient capables d'accepter ces conditions, alors leurs partisans ouvriers seraient vite récupérés par le Parti communiste. C'est précisément à cause de cela que les Dissidents n'accepteront pas ces conditions. En d'autres termes, à la question claire et précise de savoir s'ils choisissent un bloc avec la bourgeoisie ou un bloc avec le prolétariat — dans des conditions concrètes et particulières de la lutte des classes — ils seront obligés à répondre qu'ils préfèrent un bloc avec la bourgeoisie. Une telle réponse ne passera pas impunément dans les rangs des réserves prolétariennes sur lesquelles ils comptent. » [souligné dans l'original]

— Léon Trotsky, « Sur le front unique » (2 mars 1922), dans *The First Five Years of the Communist International*, vol. 2

* * * * *

« Pour le prolétariat, à travers ses partis, abandonner son propre programme indépendant équivaut à abandonner son fonctionnement indépendant en tant que classe. Et c'est là précisément la signification du Front populaire. Dans le Front populaire le prolétariat renonce à son indépendance de classe, abandonne ses buts de classe — les seuls buts, comme l'enseigne le marxisme, qui puissent servir ses intérêts. [...] Le Front populaire est par là même entièrement et irrévocablement non prolétarien, anti-prolétarien.

« Par sa nature même, le Front populaire se doit d'être

ainsi. La mise en place du Front populaire, par définition, nécessite l'accord sur un programme commun entre les partis ouvriers et les partis non ouvriers. Mais les partis non prolétariens ne peuvent accepter le programme prolétarien — le programme de la révolution socialiste — sans cesser d'être ce qu'ils sont. [...]

«Le Front populaire, de par ses éléments fondamentaux, est la forme majeure de la préparation parmi les masses à la réalisation de l'unité nationale au sein des nations démocratiques, en soutien à la guerre qui vient. Sous les mots d'ordre du Front populaire les masses iront de l'avant pour se battre pour «leur propre» impérialisme. [...]

«Ainsi, le Front populaire est la version contemporaine du social-patriotisme, la nouvelle forme sous laquelle doit se reproduire, la trahison de 1914.» [souligné dans l'original]

—James Burnham, *The People's Front: The New Betrayal* (1937)

* * * * *

«Le but du Cartel a toujours été de freiner le mouvement de masse en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même but. La différence entre eux — et elle est de taille —, c'est que le Cartel traditionnel a vu le jour au cours des époques de stabilité et de calme du régime parlementaire. Aujourd'hui que les masses sont impatientes et prêtes à exploser, il est nécessaire de disposer d'un frein plus solide, avec la participation des «communistes». [...]

«Les prochaines élections parlementaires, quelle que soit leur issue, n'apporteront pas, par elles-mêmes, de changements sérieux dans la situation: en définitive, les électeurs sont priés de choisir entre un arbitre genre Laval et un arbitre genre Herriot-Daladier. Mais comme Herriot a tranquillement collaboré avec Laval et que Daladier les a soutenus tous les deux, la différence qui les sépare, si on la mesure à l'échelle des problèmes historiques qui sont posés, est insignifiante.» [souligné dans l'original]

—Léon Trotsky, «La France à un tournant», 28 mars 1936, dans *Le mouvement communiste en France*

* * * * *

«Ce qui était inexcusablement criminel de la part du Parti socialiste [espagnol], du Parti communiste et du Parti d'«unification marxiste» de Maurín-Nin, ce n'était pas seulement qu'ils aient écrit un «programme commun» avec les partis bourgeois discrédités — ce qui était suffisamment grave — et que de ce fait, politiquement parlant, ils se soient présentés aux masses en un seul parti avec la bourgeoisie, mais que ce «programme commun» a été dicté et écrit par la bourgeoisie et que sous tous les autres rapports, le parti commun — sous le pseudonyme de «Front populaire» — était dominé par la bourgeoisie.» [souligné dans l'original]

—Max Shachtman, «Les élections espagnoles et le Front populaire», *New Militant*, 14 mars 1936

* * * * *

«Les journées de juillet en Espagne complètent et approfondissent avec une force extraordinaire les

leçons des journées de juin en France. Pour la seconde fois en cinq ans la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale conduit la révolution au bord de l'abîme. Incapable de résoudre aucune des tâches que la révolution a posées — toutes ces tâches se réduisent à une seule, le renversement de la bourgeoisie — le Front populaire rend impossible l'existence du régime bourgeois et provoque par là le coup d'Etat fasciste. Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaires, paralysant leur volonté de lutte, le Front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. La politique de coalition avec la bourgeoisie sera payée par la classe ouvrière par des années de souffrances et de sacrifices, sinon par des dizaines d'années de terreur fasciste.»

—Léon Trotsky, «La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la Quatrième Internationale» (juillet 1936), dans *Les congrès de la Quatrième Internationale*

* * * * *

«En France le Front populaire a pris forme comme l'union, sur un programme réformiste, des partis de la classe ouvrière avec le grand Parti radical-socialiste des «classes moyennes». Il n'existait pas de tels partis aux Etats-Unis, mais les mêmes forces sociales opéraient néanmoins dans des conditions similaires, et l'équivalent américain du Front populaire était simplement le Parti démocrate du New Deal de Roosevelt.»

—Note de la rédaction, *New International*, décembre 1938

* * * * *

«Il s'agit de la question spécifique de LaFollette et de LaGuardia. Les mouvements qui les soutiennent ne sont pas imaginaires, mais le véritable, l'authentique type américain, garanti d'origine, du parti «ouvrier et paysan» et du parti «travailliste». Et de quelle sorte sont ces mouvements? Là-dessus ce n'est pas la peine d'avoir des arguments sophistiqués. Sont-ils «anti-capitalistes»? Aucun de leurs dirigeants n'imaginerait se prétendre tel. Ils sont dédiés corps et âmes à la préservation du capitalisme.[...] Sont-ils «libres de tous liens avec les partis capitalistes» [...]? Comme c'est absurde: leur tâche principale en 1936 a été de rassembler des voix pour Roosevelt. Présentent-ils aux élections de véritables représentants du prolétariat? La réponse, c'est LaFollette et LaGuardia.

«La Farmer-Labor Progressive Federation [Fédération progressiste ouvrière et paysanne] et l'American Labor Party [Parti travailliste américain] sont tous les deux des fourre-tout pernicieux de collaboration de classe, de front populisme, d'un populisme éculé et d'un libéralisme atavique, ce sont les instruments dociles des bureaucrates syndicaux et des politiciens capitalistes «progressistes» et carriéristes.

«Soutenir ces mouvements à l'heure actuelle représente en fait la perspective d'une liquidation d'une politique indépendante de la classe ouvrière. Il n'y a rien d'autre à ajouter.»

—«Déclaration aux militants du Parti socialiste», *Socialist Appeal*, 14 août 1937

TSI: Document de la première conférence de délégués

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du document adopté par la première conférence de délégués de la tendance spartaciste internationale. Des passages d'ordre plus étroitement organisationnel ont été supprimés.

La «Déclaration pour l'organisation d'une tendance trotskyste internationale» (DOTTI) ratifiée en été 1974 codifiait l'expansion géographique modeste mais significative de la tendance spartaciste internationale (TSI). Le document déclarait que la Spartacist League/US (SL/US) et la Spartacist League of Australia and New Zealand (SL/ANZ) étaient le noyau pour la cristallisation d'une tendance trotskyste internationale et notait: «Dans une demi-douzaine d'autres pays, des partis, des groupes et des comités, ainsi que certains individus dans certains autres encore, ont exprimé sur un plan général ou spécifique leur sympathie avec ou leur soutien à la tendance spartaciste internationale.» Le développement maintenu de la TSI n'a fait que confirmer l'affirmation faite dans la DOTTI que «la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale promet d'être longue, difficile et par-dessus tout inégale». Il reste encore à la TSI à dépasser le cadre caractérisé dans la DOTTI comme celui d'une «tendance en train de se consolider». Pourtant une croissance significative en Europe, le développement de cadres dirigeants internationaux qui ne correspondent plus au Comité exécutif international (CEI) fédéré actuel, et la perspective d'unification avec le Revolutionary Workers Party de Sri Lanka (RWP) mettent à l'ordre du jour cette première conférence internationale de délégués de la TSI et l'élection d'un CEI qui fasse autorité comme un pas nécessaire dans le but de forger la Ligue trotskyste internationale.

Contre l'américano-centrisme

La TSI est programmatiquement internationaliste depuis ses débuts. Le prédécesseur organisationnel de la SL/US, la Revolutionary Tendency (RT) du Socialist Workers Party (SWP) adopta parmi ses documents de fondation «World Prospects for Socialism» («Perspective mondiale: le socialisme»). La RT se lia ainsi à la Socialist Labour League (SLL) de Gerry Healy et au Comité international (CI), opposition internationale à la capitulation du SWP devant le révisionnisme pabliste. Le bureaucratisme criminel de Healy qui le fit scissionner la RT en 1962 et exclure le groupe spartaciste de la Conférence de Londres en 1966 porta un coup sérieux à la lutte contre le révisionnisme pabliste tant parmi ceux qui se réclamaient du trotskysme au plan international qu'aux Etats-Unis, et imposa à la Spartacist League,

fondée en 1966, une période prolongée d'isolement national involontaire. La DOTTI, publiée dans *Spartacist*, édition française, n° 7, automne 1974, codifiait dans quelle mesure cet isolement national était rompu en 1974 mais indiquait aussi à quel degré l'extension internationale de la TSI était tenue et réversible.

La SL/US ayant peu grandi par rapport à la croissance de la TSI dans d'autres pays, particulièrement en Europe, depuis la ratification de la DOTTI, le poids prépondérant déformant de la SL/US au sein de la TSI a été réduit mais est encore loin d'être redressé. La majorité du CEI, ainsi que la totalité du Secrétariat intérimaire (SI) sont composées de membres de la SL/US, ce qui découle dans une large mesure des quinze années d'histoire de la SL/US et du relatif manque de maturité des autres sections. Cela étant donné, l'arriération politique de la classe ouvrière américaine, jointe à son calme relatif actuel, qui n'a été troublé récemment que par la grève des mineurs de 1978, soumet la TSI à des pressions qui risquent de lui être dommageables. Ces pressions sont encore renforcées par le fait que les liens ténus de la TSI avec le prolétariat organisé sont entièrement concentrés en Amérique du Nord où ils sont vraiment modestes et loin d'être à l'abri de l'usure et de la désorientation engendrées par la lutte des classes en veilleuse.

Etant donné cette arriération de la classe ouvrière américaine, il est particulièrement important que les sections de la TSI ne perçoivent pas le travail syndical extrêmement modeste de notre tendance en Amérique du Nord comme étant la norme, bien que ce travail contienne un important réservoir (mais pas le seul) d'expérience dans le mouvement ouvrier pour la TSI.

De même, les sections plus petites, dont les tâches sont plus modestes, ont une tendance à voir la SL/US comme la norme organisationnelle. Si, dans les grandes lignes, les pratiques organisationnelles de la section américaine sont l'application des pratiques et normes élaborées dans le mouvement léniniste et trotskyste à une organisation de la taille et avec les tâches [de la SL/US], les autres sections de la TSI doivent faire les mises au point correspondantes en termes d'échelle et de tâches concrètes. [...]

Nous avons déjà fait remarquer que n'ayant ni l'autorité directe d'une révolution prolétarienne triomphante, ni celle d'une personnalité historique mondiale comme Trotsky, la TSI a cherché à maintenir sa cohésion programmatique et organisationnelle, en partie en s'appuyant sur la technologie moderne (l'aviation, le téléphone international et la photocopie). C'est particulièrement le cas vu l'inexpérience politique relative de la plupart des cadres de la TSI. Il a souvent fallu lutter avec différentes sections pour qu'elles entrent dans la deuxième moitié du vingtième siècle (par

exemple, en se dotant d'un équipement téléphonique adéquat). Il est fort probable que ce qui compose aujourd'hui la TSI n'existerait pas en tant que tendance internationale cohésive si elle devait fonctionner avec les ressources du mouvement trotskyste des années 30. [...]

Le fait que la TSI dépende tellement de l'argent, et particulièrement des ressources financières de la SL/US, pose la contradiction suivante : [...] les Etats-Unis entrent dans une période de récession qui va nécessairement porter atteinte à sa base financière et qui fait poindre la menace d'un rétrécissement significatif de notre travail international. En même temps se pose la possibilité d'un recrutement substantiel dans la SL/US pour la période à venir. La réalisation de ce potentiel va également demander des ressources en argent et en cadres. Mais dans la SL/US, comme dans les autres sections, le recrutement est un moyen de maintenir et d'élargir notre base financière.

C'est une indication du développement inégal de la TSI que notre accroissement organisationnel le plus significatif depuis la ratification de la DOTTI, la fondation de la Spartacist League/Britain (SL/B) — notre deuxième section en nombre — accentue la disproportion écrasante des sections de langue anglaise dans la tendance. Un exemple typique de cette disproportion est que les journaux stables et réguliers publiés par les sections de la tendance internationale sont tous les quatre en anglais. La presse française et allemande reste instable, peu fréquente et irrégulière. [...]

Effort particulier pour les sections non-anglo-américaines

La TSI continue ses efforts pour surmonter cette disproportion qui a caractérisé la scission des années 50

entre le Comité international (centré sur les sections anglophones) et le Secrétariat international. L'une des raisons pour réduire *Workers Vanguard* à un bimensuel était de libérer des cadres afin de pouvoir renforcer le travail de la TSI en dehors de l'Amérique du Nord. [...]

La prépondérance anglo-américaine de la TSI a été encore plus accentuée par la désintégration — tragique sur le plan personnel mais presque inévitable — de l'Organización trotskista revolucionaria (OTR) chilienne sous les pressions de l'exil et du manque de cadres pour les tâches d'un minuscule groupe de propagande. En conséquence, les perspectives de travail en Amérique latine comme en Espagne ont reculé. [...] En ce qui concerne l'Extrême-Orient, nous avons à peine commencé à percer le caractère exotique du mouvement qui se réclame du trotskysme au Japon. A travers notre fusion avec la Trotskyist Faction (TF) de la Workers Socialist League (WSL) en Angleterre et la fondation de la SL/B, la TSI a gagné un cercle important de partisans originaires du Proche-Orient. De plus, à la suite de la confirmation puissante de notre ligne en Iran, nous sommes entrés en contact, dans plusieurs pays, avec des individus ou des groupes iraniens en exil qui sont dégoûtés par la capitulation écoeurante de toutes les autres tendances de gauche devant la réaction cléricale chi'ite.

L'occasion la plus importante mais aussi la plus difficile pour l'extension de la TSI est la proposition d'unification avec le RWP de Sri Lanka. A part des groupes comme l'OTR ou des individus isolés [...] l'unification avec le RWP donne à notre tendance sa première occasion de cristalliser une section dans le monde colonial. Cette unification incorporerait à notre tendance l'expérience inestimable de plusieurs dizaines d'années du camarade Edmund Samarakkody comme dirigeant trotskyste en Asie du Sud ainsi que sa lutte pour faire émerger de l'opportunisme notoire du mouvement soi-disant trotskyste de Sri Lanka un

Workers Vanguard



L'invasion du Vietnam par la Chine, en collusion avec l'impérialisme US, a posé directement la question de la défense de l'Union soviétique. Ici: le contingent des spartacistes à une manifestation à New York, 24 février 1979. Sur la banderole: Chine: ne soyez pas le pion de l'impérialisme! URSS: respectez vos accords avec le Vietnam! Sur les pancartes, on lit: Pour des révolutions ouvrières politiques à Hanoi, Pékin et Moscou! A bas la détente! Pour une défense ouvrière du Vietnam et de l'Union soviétique!

mouvement marxiste révolutionnaire authentique. En même temps, étant donné l'ampleur des divergences politiques existantes, la distance géographique immense et les différences de culture et de niveau de vie, l'unification avec le RWP est l'extension la plus difficile que la TSI ait jamais cherché à entreprendre.

Les problèmes des directions de section

Toutes les sections en dehors des Etats-Unis sont confrontées à un degré ou à un autre au problème de souder une direction collective stable. De tels développements ont rarement lieu en progression linéaire. Si l'on examine le processus par lequel une telle direction a été forgée dans la SL/US, on découvre l'importance des luttes fractionnelles, des luttes anti-cliques et des luttes politiques qui vont de pair avec l'adaptation de nos tâches à des conditions changeantes. La fin du mouvement des droits civiques combinée avec le commencement de possibilités dans le SDS [Students for a Democratic Society] et la lutte fractionnelle Ellens-Turner, le «Transformation Memorandum» et les luttes anti-cliques avec Cunningham/Moore/Benjamin/Treiger sont des exemples clés. Ce sont ces luttes et plus de dix ans de travail en commun qui ont donné aux cadres de la SL/US leur cohésion. D'autres sections ne doivent pas nécessairement s'attendre à parvenir moins douloureusement ou plus rapidement à la cohésion de leur direction.

En dehors des Etats-Unis toutes les sections sont dirigées par des camarades (dont la plupart ont plus de dix ans dans le mouvement marxiste en tant qu'individus) qui constituent une direction collective complètement nouvelle ou partiellement testée.[...] En Angleterre, la Trotskyist Faction était qualitativement égale en taille à la station pré-existante et se composait de camarades dont l'expérience politique avait été formée par l'extrême-gauche britannique.[...] Il reste encore à cristalliser une direction britannique cohésive.

La direction de la TLD allemande a été organiquement élargie au fur et à mesure que le recrutement au goutte à goutte de dirigeants d'organisations rivales reposait la nécessité de leur intégration dans la direction.[...]

Récemment le groupe du CC [de la SL/US] sur la côte ouest exprimait le souci de ce que la SL/US était en train d'émousser son tranchant communiste. La période précédente prolongée de calme social qui nourrissait le routinisme et la complaisance a affecté la SL/US d'une façon notable — de l'appareil central au comité de rédaction de *Workers Vanguard*, en passant par l'organisation de jeunesse et les fractions syndicales — avec à l'occasion des conséquences désastreuses. Pourtant l'organisation a démontré qu'elle avait suffisamment de ressort pour s'arracher à sa vision en chambre ou à son esprit de clocher quand l'occasion se présente. L'excellent et énergique travail pendant la grève des mineurs de 1978, la campagne électorale de New York en 1978, le travail autour de la question iranienne et récemment notre réponse à la persécution d'une militante syndicale importante révèlent cette capacité. L'organisation de jeunesse portera dans l'année

qui vient la plus grande partie de la charge de pousser en avant et de diriger la campagne de recrutement. Il faut noter que la section a énormément souffert du manque d'une commission syndicale et, ce qui est moins urgent mais aussi important, du manque d'un travail noir qui soit dirigé de façon centralisée.

En dehors de la SL/US, nous continuons à nous confronter à l'instabilité inhérente de sections à un ou deux locaux. Les «sections» à un local (la TLC (Trotskyist League of Canada), la LTF et, jusqu'à récemment, la TLD) sont des locaux schizophrènes qui sont concentrés dans une seule ville mais qui sont obligés d'assumer certaines des responsabilités d'une section nationale. Il existe une tendance, dans ces conditions, à chercher à reproduire des structures organisationnelles parallèles pour le travail «national» et «local», ce qui conduit à des dispositifs organisationnels lourds et inefficaces. Là où les sections ont deux locaux, le deuxième local tend à être faible et à long terme non viable.[...] Les transferts périodiques et la réorganisation des cadres se sont imposés.[...]

Les jeunes camarades de la Lega Trozkyista d'Italia (LTd'I) ont démontré une compréhension inadéquate de la méthodologie du léninisme à propos de l'importance pour la classe ouvrière de la lutte en défense des droits démocratiques. Par le passé cela a conduit à des débats [...] dont il faut s'attendre à ce qu'ils resurgissent sous des formes nouvelles. En même temps, leur travail politique, poursuivi avec énergie, a été dans le sens d'une fusion avec la TSI. Le SI recommande que cette fusion ait lieu à la conférence internationale.

La station Stockholm a fonctionné durablement comme un avant-poste de distribution de littérature, de travail contacts et de rassemblement d'information malgré son isolement. [...]

Les tâches confrontant la TSI

La plupart du recrutement en Europe a eu lieu pendant la période de détente, quand la question du front populaire était d'importance immédiate et décisive. Ce recrutement a eu lieu sur la base de l'opposition intransigeante à un soutien électoral, aussi «critique» soit-il, aux partis ouvriers dans des coalitions de front populaire. Cela a eu son pendant aux Etats-Unis où c'est au point culminant du mouvement anti-guerre que la SL/US a accompli son plus grand recrutement, quand l'opposition aux coalitions de collaboration de classe «pour la paix», forme que prenait le front populaire aux Etats-Unis à l'époque, était un des axes principaux de notre intervention politique. Etant donné qu'une partie significative de la TSI a été forgée dans une opposition intransigeante au front populaire, l'unification proposée avec le RWP peut être envisagée avec une plus grande confiance, bien qu'une de nos principales divergences soit sur le soutien critique électoral aux partis ouvriers dans le front populaire.

Une épreuve concluante pour le développement des cadres et le développement des sections est leur réaction à une période d'anti-soviétisme impérialiste renouvelé dont l'expression la plus spectaculaire a été la mise sur



AP

AP



Le Portugal, 1975 — Moment décisif de la transformation de l'OCI en organisation réformiste. Tandis que Mandel et cie. se mettaient à la traîne des militaires bourgeois bonapartistes (photo à gauche), l'OCI et le SWP applaudissaient les mobilisations anti-communistes impulsées par le PS de Soares avec l'argent de la CIA (photo à droite). L'OCI appela à un «gouvernement PS-PCP».

pied d'une alliance Chine/ Etats-Unis et l'invasion du Vietnam par la Chine. La question russe va nécessairement s'imposer directement à la vie politique de toutes les sections. La position trotskyste de défense inconditionnelle des acquis de la Révolution d'Octobre aura le même tranchant que notre opposition au front populaire en Europe de l'Ouest et au Chili dans la période précédente.

La perspective de nos sections en Allemagne, en France, et en Angleterre doit se centrer sur le regroupement. A cette fin, la TLD et la LTF se trouvent confrontées à la tâche de stabiliser une presse *intervencionniste* régulière et correcte comme priorité principale. Ce n'est pas seulement une question de capacité rédactionnelle et technique, mais de direction politique et de perspective. [...] La TLD en particulier, mais aussi toutes les sections relativement petites, doivent s'efforcer d'acquérir un sens de la réalité sociale dans leur pays en cherchant à faire embaucher des camarades individuellement dans l'industrie, en traitant des questions sociales d'actualité dans leur presse et en vendant leurs journaux devant les usines. Mais à court terme, comme les exemples négatifs du Canada et d'Australie l'ont démontré, «*le travail syndical*» est l'ennemi d'une orientation de regroupement. La SL/B a rassemblé suffisamment de forces, grâce à son regroupement réussi, pour commencer une implantation industrielle. Et à long terme la TLD doit surmonter sa résistance historique à l'implantation syndicale, une résistance qui trouve ses racines dans les vestiges de caste pré-capitalistes dans la société allemande moderne, et trouver la voie vers une présence modeste mais réelle dans le prolétariat allemand organisé. Mais dans cette période nos acquis se feront au moyen d'une intervention politique agressive avec l'entière de notre programme.

Nos journaux seront les principaux outils de croissance qualitative.

Le fait que nous n'avons pas su développer de perspectives opérationnelles en Europe envers la jeunesse, y compris en construisant des fractions universitaires, a bloqué le recrutement et l'établissement nécessaire de liens avec le milieu volatile étudiants/jeunes. Ce travail doit accompagner les voyages régionaux et un travail agressif envers les organisations adversaires. Seules la SL/US et la SL/ANZ ont accompli un véritable travail jeunes dans la dernière période.

La nécessité d'un CEI élu

Alors qu'à part celle de la SL/US, les directions des sections sont encore en train de se rassembler ou de se consolider, une direction internationale a été forgée dans les derniers temps par des campagnes conjointes et des luttes politiques communes. (Par exemple : la campagne Muñoz; les délégations internationales faisant autorité à la réunion du BP [Bureau politique] du 27 avril 1978 pour une «retraite en ordre» et à la conférence d'urgence de la TLD de février 1979; la construction de la section britannique qui, dès la création de la station, [...] fut une entreprise véritablement internationale; et les campagnes de propagande, orchestrées internationalement, engagées sur l'Iran et l'invasion chinoise du Vietnam.) Cette direction internationale a acquis des relations de travail testées et une somme d'expérience commune qui rend la proposition pour un CEI élu à la fois réaliste et nécessaire.

Notre tendance est maintenant entravée par le CEI

formellement semi-fédéré dans lequel seuls les membres à part entière des comités centraux des sections à part entière détiennent des votes décisifs. Ce CEI n'est pas à la mesure de notre direction internationale telle qu'elle a évolué. [...] Par conséquent, le SI propose que les délégués à la conférence internationale élisent maintenant un Comité exécutif international.

Workers Vanguard a été le principal organe de notre tendance au niveau international. Ceci a eu un effet fortement positif en contribuant à l'homogénéisation de notre tendance mais a aussi augmenté l'américanocentrisme. *Spartacist* doit représenter l'histoire théorique et documentaire de notre mouvement. Son irrégularité persistante en anglais, français et allemand a été l'un des principaux défauts du SI. *Spartacist* espagnol, bien qu'il ne soit pas soutenu par une section de langue espagnole et qu'il n'ait pas créé de contacts importants, atteint un nombre modeste de cadres du mouvement pseudo-trotskyiste en Espagne et dans les concentrations d'exilés latino-américains d'autres pays. [...] Nous pourrions, par exemple, chercher à déplacer des forces essentielles de la SL/US pour raviver, à partir du centre, le *Spartacist* en quatre langues, tout en évitant d'affaiblir de façon qualitative la capacité de presse de la SL/US.

La TSI, le pseudo-trotskyisme et la question russe

La campagne des «droits de l'homme» de Carter, ranimant la rhétorique de la guerre froide dans le but de ré-armer moralement l'impérialisme américain après le Vietnam et le Watergate, a conditionné un rapide mouvement à droite du mouvement pseudo-trotskyiste. Les produits du Comité international déchiré par les fractions ont subi une dégénérescence qualitative. Le banditisme politique et le système de combines organisationnelles des healystes les a placés hors du mouvement ouvrier et dans l'entourage du colonel Kadhafi de Lybie. L'autre composante majeure de l'ancien CI, l'OCI française de Pierre Lambert, a marché au pas de la croisade anti-soviétique de Carter et porté sa stalinophobie vers de nouveaux sommets. L'OCI a adopté les mots d'ordre du pape en ce qui concerne les droits nationaux en Europe de l'Est et les slogans de Konrad Adenauer en ce qui concerne l'unification de l'Allemagne. L'OCI est allée si loin à droite qu'il y a maintenant une convergence claire avec le SWP réformiste, excepté là où l'adaptation à leur propre bourgeoisie sur le terrain national respectif a conduit l'un à prendre une position à la droite de celle de l'autre. (Par exemple, le SWP à propos de la «libre expression pour les fascistes», l'OCI sur le front populaire ou l'Europe de l'Est.) Avec la dégénérescence des produits de décomposition de l'explosion du CI de 1971, l'affirmation de la TSI comme représentant la continuité de la lutte anti-pabliste du CI d'avant 1967 a été renforcée.

Le SU, déchiré par des années de guérilla fractionnelle violente, a réalisé une paix tourmentée sur une base plus droitiste pendant la période de l'Union de la gauche française. L'écroulement du gauchisme petit-bourgeois des années 60 a poussé la majorité internationale

impressionniste dirigée par Ernest Mandel à abandonner son rôle d'agent publicitaire de Che Guevara pour devenir le courtier de l'aile gauche du front populaire. L'anti-soviétisme virulent exprimé par les campagnes pour les dissidents soviétiques est devenu une plateforme commune du front populaire en Europe — l'engagement demandé aux staliniens par les sociaux-démocrates, garantissant que leur allégeance à leur propre bourgeoisie dépasserait leur allégeance au Kremlin. Ainsi, au centre du récent glissement de la majorité du SU se trouvait un recul sur la question russe qui était parallèle à la social-démocratisation plus ancienne de son principal opposant fractionnel, le SWP américain, et facilitait la convergence conjoncturelle.

La majorité du SU vient très récemment d'adopter le crétinisme parlementaire anti-soviétique des eurocommunistes. Ce glissement politique persistant s'est accompagné du développement d'une aile droite importante, y compris d'un soutien substantiel aux tendances PRO-OCI dans la LCR. L'OCI est maintenant devenue essentiellement réformiste. Ainsi, l'abandon par la majorité du SU d'un maintien même formel de la position trotskyste sur la question russe laisse à la seule TSI l'héritage de la défense de l'Union soviétique.

Comme l'a montré la polarisation dramatique sur le Portugal et l'Angola, les contradictions entre les centristes et les réformistes dans le SU ont encore une force centrifuge potentiellement forte en dépit de l'évidente convergence politique actuelle. Lorsque la lutte de classes atteint une situation pré-révolutionnaire aigüe, l'unité toute formelle entre les centristes, dont les appétits omnivores poursuivent toute opportunité, et les réformistes, qui recherchent la principale possibilité — conciliation à l'intérieur de leur propre pouvoir d'Etat (souvent sous le cache-sexe du front populaire) — tend à éclater. La méthode pabliste de substitution de forces de classe étrangères au parti révolutionnaire prolétarien et internationaliste est bien sûr la même pour les deux ailes du SU. Seul l'appétit particulier, conditionné par le terrain national, est différent. Les centristes en Europe s'adaptent aux staliniens (auparavant c'était aux sociaux-démocrates) qui, eux, capitulent devant leur propre bourgeoisie. Le SWP américain, en l'absence d'un parti réformiste de masse, capitule directement devant l'aile libérale de la bourgeoisie.

Si les forces centristes ou réformistes acquéraient un réel poids dans une situation nationale particulière, elles pourraient bien se passer des avantages de l'«internationalisme». Le sectoralisme peut tomber à l'eau selon que certains secteurs sont considérés comme étant «plus égaux que d'autres». Le retournement honteux du SWP américain après son enthousiasme envers le «pouvoir gai», pour huiler les rouages pour son entrée dans la bureaucratie syndicale, n'en est qu'une indication — et cela sans réelle possibilité immédiate de consommer sa trahison dans le mouvement ouvrier.

La pression pour une révision de la caractérisation de Cuba comme Etat ouvrier sain a été un sujet d'irritation constante entre les deux ailes du SU. En contraste aigu avec son anti-soviétisme social-démocrate, le SWP a opté pour la continuation et l'intensification de son adoration des staliniens cubains. La majorité du SU, qui

ne voit plus d'intérêt dans le suivisme derrière le guérillérisme petit-bourgeois, préférerait au contraire caractériser Cuba d'«Etat ouvrier bureaucraté». La discussion sur Cuba dénote la désorientation fondamentale du SU sur le stalinisme et démasque encore une fois la base sur laquelle s'est faite la réunification de 1963. Du fait de la position unique et tranchante de la TSI sur le stalinisme d'après-guerre, nous devons diriger nos polémiques contre ce point faible du SU. Aucun marxiste sérieux ne peut analyser Cuba sans se référer aux documents de la TSI sur ce sujet.

Mais la dispute sur Cuba est actuellement académique, comparée au spectacle dégoûtant du SU tout entier prosterné devant les ayatollahs en Iran. Le SU a été si loin dans son acclamation des mullahs qu'il a refusé, aux Etats-Unis et en Australie, de s'engager dans un travail commun de défense de ses camarades détenus dans les prisons de Khomeiny avec ceux qui attaquent leurs geôliers ! La ligne unique de la TSI «A bas le chah ! A bas les mullahs !», si évidente d'un point de vue marxiste ou même démocratique, continue à recevoir de la part des événements une justification puissante que nous devons exploiter au maximum. En outre, la lutte iranienne a démontré le rôle plus central de la question femmes dans les pays de l'Orient. Il faut que les conséquences programmatiques du slogan «Non au voile !» fassent partie de nos perspectives de regroupement.

De même, sur l'invasion chinoise du Vietnam, la ligne de la TSI a été non seulement correcte mais puissante et populaire. Cela consacrait une vingtaine d'années de lutte principielle de notre tendance pour une analyse trotskyste du stalinisme d'après la seconde guerre mondiale. Pour le SU, cependant, l'invasion chinoise du Vietnam précipita une recrudescence des anciens alignements fractionnels dans un débat intarissable et déjà ancien, où les deux côtés se trouvent unis dans leur accord pour éviter la question de la défense de l'URSS mise directement à l'ordre du jour par l'alliance Chine/Etats-Unis et la collusion américaine avec l'invasion chinoise.

Le glissement droitier à l'intérieur du mouvement pseudo-trotskyste a eu pour résultat que tous les petits groupes avec des liens internationaux qui existaient à la gauche du SU — Massari, la «troisième tendance», le Spartacusbund — ont fait la paix avec le pablisme ou se sont virtuellement désintégrés. En Grande Bretagne, il y a encore une myriade de groupes minuscules à la gauche de l'IMG (International Marxist Group) qui se prétendent trotskystes et continuent à offrir à la SL/B des cibles pour des regroupements et un recrutement linéaire.

En Allemagne, notre activité récente concentrée à discréditer les prétentions trotskystes du GIM a eu pour résultat une série de jeunes nouveaux membres. Mais le GIM est si lamentable qu'une génération de jeunes subjectivement révolutionnaires, confondant le GIM avec le trotskysme, s'est tournée vers le maoïsme. Etant donné la politique étrangère contre-révolutionnaire sans vergogne de la Chine, ce milieu maoïste a subi une crise que la TLD doit chercher à intersecter. En ce qui concerne la France, [...] la LTF est dans une impasse historique. Elle se trouve confrontée à trois organisations pseudo-trotskystes représentant plusieurs milliers de

membres. Et derrière elles, se trouve la classe ouvrière industrialisée dominée par le PC et la CGT qui apparaissent, même à nos propres camarades à certains moments, comme un monolithe inattaquable. Mais depuis 1789, il y a eu en France une explosion sociale massive environ à chaque génération. La LTF doit se préparer pour la prochaine de ces explosions par des efforts vigoureux de recrutement et la stabilisation d'un réel journal. Si elle est capable d'agir correctement et avec vigueur, elle devrait être capable d'exploiter les opportunités de regroupement qui s'ensuivront et, peut-être, d'émerger avec quelques centaines de nouveaux membres et comme un facteur significatif de la gauche française.

Nous ne sommes plus dans cette période, qui a suivi le «dixième congrès mondial» du SU en 1974, où les deux principales fractions du SU étaient des deux côtés opposés des barricades au Portugal. A l'époque, il aurait pu émerger du SU une opposition de gauche à la fois à la majorité centriste et à la minorité réformiste, une opposition qui aurait pris une position révolutionnaire principielle contre le front populisme. Mais même si cette opportunité est passée, le modèle de base programmatique pour un regroupement révolutionnaire présenté à l'époque conserve sa justesse pour les forces en mouvement vers la gauche et qui sont à la recherche du trotskysme authentique. Cette base a été esquissée dans un projet de déclaration des cadres exclus ou poussés en dehors du SU qui maintenant ont rejoint ou soutiennent la TSI :

— Pas de soutien politique ou électoral aux fronts populaires; pour une opposition conditionnelle aux partis ouvriers dans des coalitions collaborationnistes de classe ouvertes ou implicites;

— Maintenons la théorie trotskyste de la révolution permanente; pour une direction prolétarienne de la lutte nationale/sociale;

— Pour le soutien militaire aux forces nationalistes petites-bourgeoises combattant l'impérialisme, mais absolument aucun soutien politique à de telles forces; pour des partis trotskystes dans chaque pays;

— Pour la défense inconditionnelle de tous les Etats ouvriers dégénéré/déformés contre l'impérialisme; pour la révolution politique contre les bureaucraties; pas de soutien politique à des cliques ou fractions stalinienne en compétition;

— Contre la violence dans le mouvement ouvrier;

— Pour des fractions communistes dans les syndicats, basées sur le Programme de transition;

— Pour la tactique communiste du front unique au sommet; pour la tactique de regroupement pour réunir les militants subjectivement révolutionnaires dans le parti d'avant-garde; pour démasquer de façon intransigeante le centrisme;

— Rejet des prétentions des internationales pseudo-trotskystes à parler au nom de la Quatrième Internationale, détruite par le pablisme en 1951-1953;

— Reforgier une Quatrième Internationale centralisée démocratiquement qui ne s'arrêtera qu'à la dictature du prolétariat.

Secrétariat intérimaire, New York
1er août 1979



Vers la Ligue trotskyste internationale!

Traduit de Spartacist, édition anglaise, n° 27-28, printemps 1979-80

La première conférence internationale de délégués, la plus haute instance de la tendance spartaciste internationale (TSI) s'est tenue l'été dernier en Angleterre. Y participaient des délégués de la Spartacist League/US, de la Spartacist League of Australia/New Zealand, de la Trotzkistische Liga Deutschlands, de la Spartacist League/Britain, de la Ligue trotskyste de France et de la Trotskyist League of Canada, ainsi que des observateurs de ces pays et d'autres pays.

Il y avait également trois représentants du Revolutionary Workers Party de Ceylan (RWP), un petit courant centriste de gauche dirigé par Edmund Samarakody, un vétéran cingalais du trotskysme, ainsi que neuf membres de la Lega Trozkysta d'Italia, un groupe de très jeunes militants venant du pablisme.

Près de 300 délégués et observateurs de la TSI étaient présents, provenant des couches les plus expérimentées de la tendance. La moyenne d'âge dépassait 29 ans; leur histoire politique comprenait en moyenne près de cinq ans dans la TSI, et de sept ans et demi dans des organisations de gauche; ils venaient de milieux politiques très divers. Il y avait des ex-membres des staliniens pro-Moscou (USA, France, Autriche), pro-Pékin (USA, Canada, Allemagne) et de type «eurocommuniste» (Australie) ainsi que de diverses organisations social-démocrates; d'anciens «trotskystes du troisième camp» (Shachtman, Cliff); des «trotskystes anti-révisionnistes» des healystes anglais, américains et israéliens et des lambertistes français et allemands; ainsi que des ex-membres de courants plus éclectiques: l'IWW, la tendance posadiste (Italie), le MIR (Chili), les Panthères noires, des groupes de libération des

femmes et des homosexuels. Mais la large majorité des camarades recrutés dans des organisations concurrentes venaient du Secrétariat unifié (SU).

En 1964, nos cadres fondateurs furent exclus du SWP américain en raison de notre opposition de gauche contre la capitulation du SU devant Castro, catalogué par le SWP/SU comme «trotskyste inconscient». Notre lutte politique principielle contre la dissolution pabliste du parti trotskyste d'avant-garde dans des formations nationalistes bourgeoises et staliniennes fut accueillie par la répression politique et par des mesures disciplinaires truquées, non seulement par le SWP, qui montrait déjà des appétits réformistes de plus en plus forts, mais aussi par le SU centriste, qui se cacha derrière le Voorhis Act impuissant (visant à empêcher toute affiliation politique internationale) pour refuser d'entendre notre appel.

Il nous fallut défendre notre position principielle pour le centralisme démocratique international non seulement contre le «faire et laisser faire» du SU, mais aussi contre le Comité international de Healy/Lambert qui prétendait représenter la continuité du trotskysme tout en fonctionnant alors selon une variante des pratiques du «cominternisme» zinovéviste. Le CI appliquait une implacable «discipline» à ses petites sections, tout en maintenant une attitude de non-ingérence mutuelle envers ses organisations anglaise et française.

Notre tendance a été construite à travers des regroupements principiels. Même lorsque nous n'avions aucune présence en dehors de l'Amérique du Nord, nos cadres fondateurs insistaient sur le fait que le maintien d'un programme révolutionnaire exigeait la subordination de toute organisation révolutionnaire nationale à un collectif

suite page 14